



**MÉDIATION**  
ENVIRONNEMENT

## **Parc naturel régional du Golfe du Morbihan**

### ***Evaluation de la gouvernance et de la démarche participative du Contrat Territorial de Bassin Versant de la Rivière de Pénerf***

## **Bilan et Synthèse**

***Septembre 2018***

**Médiation & Environnement**

Conseils, expertises et débats publics

"La Mercerie" 72800 Savigné sous le Lude 02 43 45 27 25 / 06 72 84 79 32  
[c.beurois@mediation-environnement.com](mailto:c.beurois@mediation-environnement.com) [www.meditation-environnement.com](http://www.meditation-environnement.com)

Siret 431 285 626 00013 APE 7112B TVA FR80431285626

## SOMMAIRE

Préambule .....	3
Eléments de contexte.....	4
Les principaux enseignements.....	6
<i>La diversité des parties prenantes</i> .....	8
<i>La mobilisation</i> .....	9
<i>La perception des engagements</i> .....	10
<i>Le CTBV, un sujet étroit et de long cours</i> .....	11
<i>Le CTBV, une vision d'avenir commune</i> .....	13
<i>L'incarnation de la gouvernance du CTBV</i> .....	13
Synthèse.....	15
Propositions de remédiation.....	16
Annexes.....	17
<i>Méthode d'enquête</i> .....	17
<i>Guide d'entretien</i> .....	17
<i>Liste des enquêtés</i> .....	20
<i>Synthèse des entretiens</i> .....	21

## Préambule

La question de l'eau est probablement une des plus complexes à travailler. A bien réfléchir, elle est transparente pour une très grande part de la population qui n'entretient avec elle qu'un rapport quotidien anodin, celui du robinet souvent sans souci hormis accident de plomberie, et un autre plus épisodique et parfois plus douloureux, celui de la facture. Il y a bien sûr une autre musique en arrière-plan car la fragilité de cette ressource vitale, sa raréfaction et éventuellement son partage équitable ont infusé nos sociétés développées. En d'autres termes, le quotidien de l'eau, pour la majorité, est un long fleuve tranquille même si sa préservation fait partie de notre référentiel environnemental commun. L'engagement de tout un chacun dépasse donc rarement la fermeture du robinet au lavage des dents et quelques actions plus épisodiques.

Il en est bien évidemment fort différent pour d'autres catégories d'acteurs pour lesquels l'eau n'est plus simplement un bien de consommation mais une ressource, un support ou un élément incontournable de leurs activités ou préoccupations. Et c'est là que les choses se compliquent et ce pour plusieurs raisons. Sans être exhaustif, on pourrait retenir les suivantes :

- Des besoins en concurrence, tant en volumétrie qu'en qualitatif, qui lient les acteurs entre eux,
- des effets des actions qui s'inscrivent généralement sur des temps longs et des stratégies « petit pas »,
- une nécessité de jouer collectif,
- un cadre réglementaire peu opérant.

Ce cadre posé, on devine que la question des espaces collectifs de gestion devient de toute importance à la fois pour partager les enjeux et les tiraillements des besoins, broser des pistes d'actions et en définir les modalités, y compris en termes d'engagements des parties ou encore s'accorder sur les mesures des progrès, bref, d'installer des communautés d'acteurs qui s'emparent de la question et qui transforment leur besoin catégoriel en vision collective débouchant sur des actions concertées.

Pour être complet, il faut probablement souligner que ce qui précède porte fortement l'idée du lien au territoire et à ses acteurs, que toute stratégie d'attention à la ressource eau ne peut s'envisager hors sol et que son ancrage territorial est gage d'efficience. Il faut faire avec les gens et où ils vivent et travaillent....

Le CTBV de Pénérf tente depuis plusieurs années de faire synthèse de ces enjeux et difficultés et garde encore aujourd'hui une signature particulière dans ses façons de faire. Précurseur à son lancement, il a en partie imprégné d'autres territoires, voire débordé sur d'autres sujets que les bassins versants, puisqu'on trouve certains de ses principes par exemple dans les modalités de mise en œuvre des trames vertes et bleues.

La commande qui nous a été passée n'est pas de s'attacher aux effets produits par le CTBV qui vont faire l'objet d'autres évaluations mais de se centrer sur sa gouvernance ou plus simplement sur le « comment ça marche » du point de vue des acteurs même si dans nos discussions, cette question des résultats, du produit de la démarche, ne fut pas absente.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, nous pouvons noter que la très grande majorité des acteurs concernés (87%) nous ont ouvert la porte pour des échanges qui furent tous enrichissants, sympathiques et humains. Cela est en soi une des signatures de la communauté du CTBV de Pénérf, porteuse d'enseignements quant à sa réussite. Nous vous remercions bien évidemment toutes et tous pour ces rencontres...

## **Éléments de contexte**

Notre mission était donc de tenter de regarder et de tirer des enseignements de la façon dont fonctionne le CTBV. Donnons-nous ici quelques éléments de contexte qui ont plus ou moins cadré notre démarche.

- Le premier repère est qu'on ne part pas de rien : le CTBV est une démarche ancienne, installée dans une pratique et des habitudes de travail. Les modalités actuelles de fonctionnement sont pour grande part le produit de ce temps long.
- Comme dans toute histoire longue, les traces, les déclencheurs et inflexions sont difficiles à retrouver, d'autant que le voile du temps favorise les interprétations. Reste cependant pour les acteurs les plus impliqués le souvenir du déclencheur initial, le conflit autour de la qualité de l'eau impactant la profession

conchylicole et mettant les acteurs agricoles en première ligne est bien présent.

- Les points les plus significatifs ressortant des évaluations gouvernance préalable peuvent se concentrer sur trois points :
  - Un essoufflement de la mobilisation c'est à dire un noyau dur à peu près stable mais aucun débordement vers de nouveau public,
  - des règles de fonctionnement peu partagées/connues mais sans revendications particulières de la part des parties prenantes,
  - une lisibilité de l'action à renforcer.
- Les modalités actuelles d'animation sont hybrides. D'une part, elles sont fortement construites sur une relation de proximité entre les animateurs du CTBV et les parties prenantes avec un soin, une attention aux relations bilatérales, un espace informel de construction. Elles se caractérisent par une disponibilité vis-à-vis des acteurs et permettent un « moissonnage » des points de vue et attentes. Cette première modalité permet de construire des principes d'action sur la base d'un consensus back office, construit en quelque sorte en dehors du collectif. D'autre part, des réunions collectives, commissions ou comité d'acteurs, qui sont pour le coup l'espace collectif du CTBV mais qui ont plutôt comme fonction de rendre compte, d'ajuster éventuellement et de valider les programmes issus des espaces plus informels. Le dispositif formel du CTBV comprend ainsi à minima 8 réunions annuelles se ventilant en deux comités d'acteurs et 6 commissions thématiques. Le principe étant que chaque comité d'acteurs est précédé d'un cycle de trois réunions de commissions thématiques.

Cette façon de faire est relativement fonctionnelle pour maintenir le groupe d'acteurs en tension autour du projet CTBV, la dimension interpersonnelle étant un puissant catalyseur de confiance et d'engagement. Pour autant, elle ne fonctionne que sur la base d'un contrat de confiance entre acteurs et animateurs qui disposent ainsi, par délégation implicite, de prérogatives renforcées (préfiguration des options soumises à arbitrages, analyse du fait majoritaire, etc...).

L'animation actuelle est donc originale car elle mêle des espaces informels permettant l'écoute, voire la prise en compte des points de vue avec des espaces formels beaucoup plus restreints dans leur capacité à produire de la co-construction de projet. Cette organisation est somme toute plébiscitée par les parties prenantes qui y voit un bon compromis entre leur capacité d'engagement et leur souhait de « contrôle » du CTBV.

Au regard des points précédents, histoire ancienne, habitude de travail, mobilisation aléatoire, le parti pris méthodologique de nos travaux a été le suivant :

- Favoriser les temps courts d'échange pour faciliter les rencontres,
- privilégier le qualitatif au quantitatif,
- tenter de focaliser les entretiens sur les points les plus importants,
- garder quelques questions issues des évaluations précédentes pour estimer l'évolution dans le temps de quelques paramètres principaux.

Au final, nous avons pu rencontrer dix-huit d'entre vous et avoir une petite dizaine d'échanges téléphoniques pour compléter le tour de table.

### **Les principaux enseignements**

Points liminaires : les acteurs du CTBV peuvent, à la hache, se ventiler en quelques catégories : les élus, les institutionnels, les agriculteurs, les conchyliculteurs, les associations, le monde industriel et la société civile. Les perceptions des enjeux de gouvernance sont bien évidemment différentes en fonction de ces catégories avec des sensibilités plus ou moins affirmées au pilotage de l'instance CTBV. Pour autant, pas de fracture et, en tendance, des analyses convergentes. Les deltas se jouent principalement sur la question des « impatiences », agriculteurs, conchyliculteurs, associations et société civile étant plus exigeants vis-à-vis d'effets immédiats que les partenaires institutionnels et élus qui misent davantage sur le temps long, les petits pas et les démarches structurantes. Peu de différence sur l'ambition mais un gap sur le tempo...

Avant de faire un focus sur quelques points plus précis qui sont plus particulièrement ressortis de nos entretiens, donnons à voir quelques points généraux qui ont fait accord lors de nos rencontres :

Tout d'abord, le niveau de satisfaction vis-à-vis de la gouvernance : en mettant de côté les questions qui fâchent, celles des effets produits, des capacités de financement, leur répartition et en se concentrant sur la gouvernance au sens strict, le « comment on travaille ensemble », il y a un fort niveau de satisfaction, la plupart des acteurs se retrouvant bien dans les modalités de travail du CTBV. De fait, le choix d'une animation de proximité, avec beaucoup de bilatéral et une forte inscription territoriale, explique probablement ce niveau d'accord peu courant, cette proximité ayant traditionnellement une action de déminage avérée.

Même si cela est à légèrement nuancer en fonction des catégories d'acteurs, le fonctionnement du CTBV est un long fleuve tranquille voire trop tranquille. La mécanique bien huilée est au bord de l'endormissement. Ce point est difficilement détachable des attentes de certains acteurs quant aux effets du CTBV mais l'effervescence initiale lors du lancement plus tumultueux du CTBV reste pour ceux qui l'ont connu un moment de dynamique perdue. Certaines parties prenantes associent l'avènement de la structure Parc à cet assagissement du tempo. En étant vigilant au syndrome de l'âge d'or, cette perception des choses montre probablement une appétence pour certaines parties prenantes à sortir des sentiers balisés. Nous reviendrons cependant plus loin dans le document sur cette question de « l'assagissement », notamment par sa mise en miroir avec les contraintes propre à un CTBV et à ses principes de financement.

Enfin, pour tous ceux qui gardent en mémoire la genèse du CTBV, la question du conflit et de sa gestion a été centrale. Il a fallu se remonter les manches, se coltiner au réel, à l'urgence, trouver des pistes, discuter puis agir. Bref, un accouchement sous contrainte, sous nécessité mais qui reste pour tous une réussite commune. Les espaces de discussion se sont ouverts, les apprentissages des différences se sont faits, les interconnaissances ont opéré. Cette promesse qu'ensemble nous trouverions les solutions a été tenue. Aujourd'hui, la messe est différente : plus d'enjeu massif de court terme, des actions toujours légitimes mais dont l'horizon des effets est lointain, tous les acteurs se connaissent et il est donc probable que le CTBV, sur sa trajectoire, connaisse un certain désenchantement...

Allons maintenant plus précisément sur quelques points plus sensibles de l'évaluation.

## ***La diversité des parties prenantes***

Un des points permettant de se donner une idée de la fonctionnalité d'une gouvernance est celle du tour de table des parties associées. On imagine sans peine l'inefficacité d'un dispositif où des acteurs essentiels au sujet seraient absents. En d'autres termes, la complétude du tour de table renseigne sur la légitimité de la production, de ses arbitrages mais aussi sur la capacité du dispositif à attirer les acteurs en tant que lieu légitime d'échange. Nous l'avons vu précédemment, le CTBV balaie assez largement en termes de catégorie d'acteur et, globalement, à la question « qui manque-t-il autour de la table ? », les membres du CTBV répondent en cœur personne de premier abord. En insistant davantage, les propos se nuancent et chaque « collègue » d'acteurs trouve tout naturellement qu'il est sous représenté au regard de l'importance de l'enjeu eau pour ses intérêts catégoriels. Certains types d'acteurs sont cependant mentionnés par certains comme devant être mobilisés ou renforcés dans le dispositif : la société civile et plus certainement le tourisme notamment dans sa dimension camping. Pour autant, les enquêtés pensent très majoritairement que le tour de table actuel est suffisant et cohérent pour traiter correctement la question, qu'il n'y a pas de déséquilibre fondamental dans les représentations.

Une fois ce point acquis vient naturellement la question du traitement de ces différentes catégories d'acteurs au sein du dispositif CTBV. Sont-ils tous traités à la même enseigne ? Les façons de fonctionner laissent-elles place à tous en termes d'expression, de portage de points de vue et de capacité à participer au fonctionnement du CTBV ? Pour les acteurs, cette question de discriminations éventuelles se pose davantage en termes de nombre de représentants et non pas comme une panne du système. C'est non pas la catégorie d'acteur que son nombre de représentants qui peut peser dans les discussions mais là encore, les modalités de travail du CTBV semblent compenser ces asymétries éventuelles qui restent pour autant un enjeu pour certains acteurs, notamment associatifs et agricoles.

Enfin, ce qui recoupe le point suivant, cette diversité d'acteurs au sein des instances du CTBV est soumise à sa capacité de mobilisation en dehors du noyau dur et que beaucoup des enquêtés pose davantage la question de la diversité en termes de renouvellement, de « nouvelles têtes », étant entendu que la diversité actuelle est somme toute fragile et l'érosion du groupe par quelques départs pourrait conduire pour le coup à des entre-soi peu compatible avec les objectifs du CTBV.



## ***La mobilisation***

Cet enjeu était déjà clairement repéré dans les évaluations précédentes. Peu d'enquêtés ont été indifférents à cette question et la gamme des positionnements va d'un positionnement très réaliste « on fait avec ceux qui veulent bien bosser et le tour de table est suffisant pour faire le job » à d'autres beaucoup plus inquiets qui pense davantage en prospective « quand les plus motivés vont faire retraite, les trous vont être trop grands pour que ça continue à marcher ». Bref, la situation actuelle, un noyau dur assez restreint, plutôt stable, fortement porté par l'animation, est du point de vue des enquêtés un point de fragilité du CTBV, somme toute teinté de normalité.

Là encore, les différences de positionnement entre catégorie d'acteur se jouent sur « l'impatience » et la question des effets produits par le CTBV. Les acteurs les plus institutionnels sont plus enclins à jouer le temps long et cette inscription au long cours des travaux est pour eux une des caractéristiques de l'engagement et de la mobilisation autour du sujet de la qualité de l'eau. Pour d'autres acteurs, agriculteurs, conchyliculteurs et associatifs notamment, un des moteurs de l'engagement est bien celui de la production d'effets concrets. On n'échappe pas au principe « don contre don » qui structure la question des engagements. Pour cette catégorie d'acteurs, il y a une réelle difficulté dans le récit qu'ils tiennent à leurs pairs du point de vue des effets produits pour se traduire en termes d'engagement. Le « tout ça pour ça » n'est jamais très loin. Ceci est visiblement partagé entre agriculteurs et conchyliculteurs.

Pour compléter le tableau, cette question de la mobilisation déborde largement le simple dispositif du CTBV puisque nombre d'acteurs nous ont fait part de leur difficulté de mobilisation de leurs pairs, quel que soit le dispositif et le sujet. En d'autres termes, l'engagement est soumis à tension par la question de la disponibilité de tout un chacun mis en miroir avec une offre conséquente et les contraintes du quotidien, personnelles ou professionnelles. Les acteurs fonctionnent traditionnellement par hiérarchie des intérêts et le CTBV n'est pas forcément en haut de la pile.

Enfin, pour les acteurs les plus institutionnels, les financeurs par exemples, la mobilisation des EPCI reste trop faible et peut peser sur la capacité du CTBV à embarquer plus largement les acteurs territoriaux et asseoir ses actions sur un périmètre plus grand. De même pour le débordement de la mobilisation à des structures représentatives comme la chambre d'agriculture où la greffe n'a pas réussi à prendre réellement avec des collaborations visiblement compliquées à mettre en place.

En prenant du recul et en tentant de mettre en miroir cette difficulté du CTBV avec d'autres sujets et organisations que nous avons croisés en 20 ans de pratique, nous n'y voyons rien d'exceptionnel et pourrions même dire que le CTBV ne s'en sort pas si mal. Maintenir un groupe en tension et cohésion sur des temps longs est toujours un des principaux défis des organisations et, somme toute, le CTBV maintient son capital humain sans subterfuge, sans recours à des stratégies de chiffre.

Pour de nombreux enquêtés, le sentiment d'une mobilisation défaillante se construit aussi sur le delta important entre la liste des invités aux travaux et le groupe réel des participants. Beaucoup nous ont dit « il y en a qu'on ne voit jamais » voire « qu'on n'a jamais vu ». Il y a pour eux une nécessité de toilettage de la liste des participants ce qui permettrait un meilleur suivi et une meilleure objectivation de la mobilisation et de ses dynamiques. Sur ce point particulier, nous sommes probablement dans une difficulté classique où des parties prenantes souhaitent rester dans le dispositif, même sans y contribuer/participer, pour disposer régulièrement d'informations, de rester à la marge dans le mouvement à moindre frais...

### ***La perception des engagements***

Pour rebondir sur le point précédent, nous avons tenté de comprendre quel pouvait être le point commun d'ancrage des membres du CTBV. Le « pourquoi on est là » est un élément structurant de l'engagement, et, par la mobilisation qu'il produit ou non, pèse forcément sur la gouvernance du dispositif qui doit l'intégrer dans ses processus d'animation ou de régulation.

Comme dit précédemment, pour beaucoup, le code génétique du CTBV reste la gestion d'un conflit entre agriculteurs et conchyliculteurs autour de la qualité de l'eau. Pour les enquêtés, ce sujet est clairement en train de s'estomper, les bases d'une régulation, d'espaces de dialogue et d'action étant posées depuis longtemps. Sans être clos, le sujet en tant que conflit à gérer est aujourd'hui en arrière-plan. Reste comme engagement commun celui de la qualité de l'eau, de sa gestion commune, bref d'un débordement du sujet initial, à son élargissement au territoire et à une palette d'acteurs élargie. Gardons donc l'idée de la qualité de l'eau comme tronc commun.

Un autre retour des enquêtés, fortement partagé, est celui de la connaissance et du progrès. Il y a un accord sur l'intérêt à progresser en connaissance, connaître pour agir et, à ce titre, le CTBV est reconnu comme un espace d'apprentissage précieux pour engranger de la connaissance pour

agir d'une façon globale mais aussi pour ré interpellier ses propres pratiques individuelles afin de les accorder avec les connaissances acquises. Connaissance et progrès sont des valeurs partagées en tant que moteur d'engagement. A titre d'exemple, le travail sur l'assainissement, pour les communes, s'inscrit complètement dans ce cadre.

On trouve en second rang des motivations plus dépendantes des typologies d'acteurs. Il s'agit pour le coup d'engagements plus catégoriels. On note par exemple le positionnement plus particulier du monde agricole qui pense que cet espace de discussion est aussi un espace où ils doivent faire valoir leur point de vue, défendre leur activité dans un champ de contrainte peu perceptible par les autres acteurs. Bref, il faut y être pour ne pas laisser le champ libre. De même pour le champ associatif qui s'empare de cet espace pour mettre en avant la défense de l'environnement en tant que commun. Ces derniers mettent aussi clairement en avant qu'en dehors du CTBV, aucun dispositif au niveau du territoire ne permet vraiment de jouer ce rôle, ce qui le rend d'autant plus précieux à leurs yeux. Enfin, une partie des acteurs institutionnels, notamment techniques, mettent en avant, au-delà d'une probable appétence personnelle pour le sujet et le dispositif, la notion d'obligation. On est là parce que le dispositif, dans sa construction, prévoit leur participation. Leur engagement est la conséquence de leur rôle institutionnel. Ils font partie structurellement du tour de table...

Pour boucler le tour de table des engagements, on ne peut écarter un moteur traditionnel d'engagement au sein d'organisation inscrites sur un temps long, celui de la fidélité. Une partie importante des enquêtes mentionne cette fidélité à l'équipe d'animation comme part de leur engagement, un filigrane qui les garde en tension sur le dispositif.

En résumé, le retour des enquêtes sur leur motif d'engagement pointe un déclencheur initial, celui du conflit autour de la qualité de l'eau, qui s'estompe et qui glisse vers quelque chose de plus diffus, de moins lisible tant dans les objectifs, les effets attendus et, pour un certain nombre, les résultats concrets. L'exercice des mots clés vient confirmer ce paysage en ayant « qualité de l'eau » en forte occurrence avec dans le tiercé de tête « dialogue/débat/espace de discussion », suivi de « progrès/connaissance » et « persévérance/ténacité/continuité ».

### ***Le CTBV, un sujet étroit et de long cours***

Au regard de ce qui précède, nous avons voulu savoir comment les acteurs s'accommodent d'un sujet somme tout assez étroit, la qualité de

l'eau, et qui de surcroît s'inscrit dans un temps long. La plupart de nos enquêtés étaient d'ailleurs présents dès le lancement du dispositif CTBV. De ce point de vue, les perceptions sont différentes entre les catégories d'acteurs en fonction de ce que nous avons déjà noté, le degré d'impatience. Si tous s'accordent sur le temps long nécessaire aux inflexions, corrections et mise en place d'actions qui sont en l'état nombreuses, on sent cependant une frustration manifeste pour les acteurs se sentant les plus concernés par le CTBV, agriculteurs, conchyliculteurs et associatifs, qui attendent de leurs engagements des retours plus visibles, plus opérationnels à hauteur des éléments qu'ils injectent dans le dispositif. Il s'agit peut-être d'ambitions différentes de celles qui peuvent rentrer dans un dispositif CTBV mais on sent bien que le débordement du cadre est une attente pour certains. A titre d'exemple, la valorisation économique des efforts ou encore la valorisation territoriale de l'opération, la « labélisation », sont revenus plusieurs fois sous différentes formes dans nos entretiens.

Sur ce point, le mode de gouvernance à deux étages, le premier assez informel, de proximité, construit sur du bilatéral, de l'écoute et de la disponibilité qui moissonne les points de vue et le second, plus formaliste, en tant qu'espace de « rendre compte » et de validation des options, s'accorde bien de cet enjeu de dilution du sujet traité et de long terme. Dis autrement, un espace de proximité qui tient les acteurs et un espace collectif qui jalonne les avancées. Pour autant, cette mécanique présente au moins deux fragilités qui remontent en sous-entendus dans nos entretiens. La première tombe sous le sens : un dispositif fortement construit sur les relations interpersonnelles entre animation et acteurs dépend très fortement de l'incarnation de cette animation. Ce sont les personnes qui incarnent le dispositif. Leur changement fragilise naturellement la gouvernance. Ce point est souvent revenu dans nos entretiens sous forme d'inquiétude quant au changement de pilotage prochain du CTBV. L'autre fragilité du dispositif « deux étages » est sa faible capacité à produire de l'autonomie chez les acteurs, à les rendre plus facilement clients/spectateurs d'un système qui gère en confiance les enjeux. Dans un dispositif multi acteurs, plus on délègue, moins on pilote, plus on glisse vers l'extérieur du système. Cette faiblesse d'autonomie handicape en partie la capacité de prospective du groupe, ne favorise pas la projection et l'anticipation. Aucun enquêté n'a gardé trace d'une démarche qui se serait déroulé en dehors de l'animation. Bref, le risque est, dans ce cadre, de cantonner le travail à l'espace piloté par les animateurs. Les acteurs ayant moins la main, ils sont davantage dans le flou quant à la vision du devenir du CTBV, ce qu'ils nous ont exprimés lors de nos rencontres.

### ***Le CTBV, une vision d'avenir commune***

15 ans d'histoire partagé au sein du CTBV a sans doute forgé une culture commune pour ses acteurs. Comme vue précédemment, la recherche d'une amélioration de la qualité de l'eau, l'acquisition de connaissance et une plateforme d'échange entre acteurs relativement démilitarisée sont des acquis de la communauté, une signature du groupe perceptible dans nos rencontres.

Partant de ces acquis, comment se projettent-ils dans l'avenir et imaginent-ils le futur CTBV ? Le retour de nos enquêtés montre à une très forte majorité une envie de poursuite du dispositif doublée d'une inquiétude sur son avenir du fait du glissement de son pilotage à une autre structure et surtout à une autre échelle territoriale. Le flou actuel participe sans aucun doute de cette prévention même si certains de nos enquêtés restent sereins sur leur capacité à travailler avec une autre maîtrise d'ouvrage, considérant qu'ils jugeront sur pièce, en fonction des résultats.

En quoi ces acquis permettent-ils au groupe de se projeter sur une envie partagée, un programme commun pour rebondir sur une prochaine étape ? Au-delà de ce socle identifié, deux tendances semblent se dégager. Une première, plutôt perceptible chez les acteurs agricoles, conchylicoles et une partie des institutionnels est plutôt au recentrage, c'est-à-dire à concentrer l'effort sur le cœur de compétence du CTBV, la qualité de l'eau avec un vrai souci de production d'effets, de retours opérationnels permettant la prise en compte de leur souci. La seconde, majoritaire chez les associatifs, société civile, industriel et une partie des collectivités est plus intégratrice, plus globale et plaide pour un décloisonnement, y compris par une extension des parties prenantes pour rajouter des compétences et de la surface sociale au dispositif. Les deux tendances se rejoignent bien évidemment sur la dimension territoriale du projet...

### ***L'incarnation de la gouvernance du CTBV***

Pour la majorité des enquêtés, le rôle central des animateurs dans le dispositif CTBV est quasi de l'ordre de l'évidence. Comme vue précédemment, les modalités d'animation y sont pour beaucoup et la majorité des membres du CTBV s'accommode de cette « délégation ». Le rôle du Parc est ressenti davantage en arrière-plan même si certains enquêtés notent une inflexion entre l'époque syndicale et celle postérieure à la création du Parc, un ressenti de normalisation procédurale au regard de la période d'émergence du CTBV, vécue avec plus d'intensité.

Le lâcher prise des enquêtés vis-à-vis du pilotage CTBV par le duo d'animateurs est fortement installé, permettant à la majorité des membres de conserver un investissement somme tout léger dans le dispositif. Pour beaucoup, devenir davantage proactif dans le pilotage est hors de portée en termes de capacité d'engagement. En filigrane apparaît ainsi dans leur réponse la fragilité d'un système qui ne tiendrait que par la tête, ceux qui tiennent le troupeau, d'où leur inquiétude sur les mutations à venir.

Le plus éclairant de ce point de vue est l'absence d'espace de travail en dehors de l'animation. Il arrive en effet que sur des dispositifs de long cours comme le CTBV, les acteurs s'autonomisent et aient leur propre espace de travail, formalisés ou non, qui se nichent en interstice dans les scènes plus officielles des réunions ou commissions. Ici, en dehors de quelques réunions catégorielles épisodiques d'acteurs, notamment agricoles, pas de vie propre de la communauté. Rien ne se fait en dehors de la dynamique et de la trajectoire de l'animation mais cela ne pose pas vraiment de problème à la majorité des membres, du moins en surface.

Pour être plus complet, on trouve ainsi une petite poignée d'acteurs toute catégorie confondue (agriculteur/ostréiculteur/associatif et institutionnels) qui est perturbée par ces modalités de gouvernance, soit par sa dimension de flou et de souplesse qui se traduit par des éléments formels d'ordre du jour, de compte rendu, etc... Soit par le peu de prise qu'elle leur laisse en termes de décisions sur les orientations générales. Cette difficulté relève probablement de plusieurs facteurs : le premier est celui des habitudes de travail ou de modèle plus structuré qu'ils pratiquent dans d'autres dispositifs dans lesquels ils sont engagés. Le second est plus directement celui d'orientations dans lesquelles ils ne se retrouvent pas. Trop environnementales pour certains, pas assez environnementales pour d'autres par exemple, avec le sentiment que le dispositif de gouvernance ne leur laisse pas assez de prérogatives pour peser réellement sur ces orientations.

A ce stade, on ne peut faire l'économie de rentrer davantage dans l'arrière cuisine du CTBV. Il y a donc les deux premiers étages de la fusée, celui de la proximité, des échanges entre animateurs et acteurs pour construire les bases des programmes qui vont alimenter la scène plus formalisée, celle tout d'abord des commissions thématiques puis en dernier ressort, celle des comités d'acteurs. Au-delà de cette mécanique de premier rang, il y en a bien évidemment une autre, celle des financeurs, cette scène qui va arbitrer le champ des possibles en termes de financement donc d'actions à retenir, de programme. Un CTBV n'est pas une auberge

espagnole et chaque financeur institutionnel est à la fois contraint par ses propres limites et ses propres objectifs. Au dire de certains audités qui interviennent dans ce tour de table, cette enceinte de discussion/négociation est souvent plus âpre, rude car elle met inmanquablement en tension ce qui émerge des acteurs locaux avec ce qui est finançable, ce qui est conforme aux lignes et aux objectifs du tour de table. Du point de vue de la gouvernance, il y a donc un troisième étage, plus distant des acteurs, qui se joue pour grande part en dehors d'eux et qui repose pour le coup sur l'animation du CTBV à qui il revient sans cesse une fonction de plaidoyer et qui tente de faire rentrer au chausse pied du projet émergent, périphérique, dans une norme peu souple. Cette distorsion peut en partie expliquer à la fois le sentiment de flou et la frustration de certaines parties prenantes au regard des limites et effets du CTBV. En tout cas, elle met en lumière la difficulté de concilier des dispositifs ascendants de participation et de les inscrire dans le même temps dans un champ de contraintes financières et stratégiques.

## **Synthèse**

Du point de vue de la gouvernance du CTBV, on peut, à ce stade, mettre en avant les points suivants :

- Des modalités de travail qui satisfont la très grande majorité des enquêtés,
- Un niveau de confiance élevé dans la délégation et le pilotage,
- des modalités de gouvernance réalistes, adaptées à la capacité d'engagement des acteurs, mais qui ne les poussent pas à l'autonomie, quasi absente dans nos retours d'enquête ; sous contrainte du principe de réalité, l'animation veille en permanence au principe du faire avec » pour parer au risque de « faire à la place ».
- Un noyau dur à peu près stable mais en fatigue, qui reste en partie pour des raisons de rapports interpersonnels et de fidélité au pilotage,
- Des acquis du collectif sur une vision partagée quant à l'objet de leurs travaux : qualité de l'eau, acquisition de connaissance et espace de dialogue,

- Le problème de la mobilisation des acteurs reste aigu, comme dans tout dispositif de temps long qui travaille sur l'eau ; une érosion légère du groupe le rendrait inopérant en termes de diversité. A ce titre, c'est bien davantage la perception des effets de l'engagement des parties plus que la gouvernance qui pose problème pour une forte partie des enquêtés,
- une vision de l'avenir flou, coincée entre la contingence de s'occuper de la qualité de l'eau sur son territoire par le dialogue interacteur, une impatience quant aux effets de son engagement, l'acceptation du temps long comme horizon d'action et la nécessité de s'emparer plus globalement des enjeux économiques et environnementaux,
- une vision de l'avenir également perturbée par la période de reconfiguration qui s'ouvre.

### **Propositions de remédiation**

Le CTBV est dans un moment charnière puisque qu'un changement de maîtrise d'ouvrage va intervenir à court terme. Pour autant, quelques pistes de remédiation peuvent être posées, notamment pour tenter de prendre en charge l'affadissement de la participation et la question des effets produits :

- Elargissement de l'objet de travail du CTBV pour aller chercher des publics nouveaux : la qualité de l'eau est un sujet essentiel mais étroit, technique et lent. Il est peu appétent pour des publics volages en termes d'engagement. Augmenter la surface de mobilisation en élargissant le sujet peut permettre de draguer plus large. Par exemple, faire rentrer dans son périmètre la question de l'adaptation au changement climatique, des boucles courtes alimentaires, de la gestion durable du tourisme, même si celles-ci font l'objet d'actions au sein du Parc ;
- Les modalités d'engagement du public ont énormément changé dans les 20 dernières années. Il est plus zappeur, plus sollicité et plus avare de son temps. Des modalités d'animation en mode projet sur des temps courts peut favoriser des engagements ponctuels. Le CTBV peut retrouver de l'énergie en s'ouvrant sur d'autres publics pendant un temps plus compatible avec la capacité des gens. On peut imaginer



mettre en place des animations type forum public, parcours de connaissance, etc... sur des temps raisonnables avec un top départ et un clap de fin explicite.

- Enfin, si la gouvernance actuelle est probablement la mieux adaptée au chantier par le niveau de confiance qu'elle installe entre les acteurs et vis-à-vis du dispositif, elle doit en profiter pour renforcer leur autonomie qui peut rouvrir des portes et renforcer l'efficacité de la mécanique CTBV. Ce retour aux origines étant, je vous l'accorde, plus facile à écrire qu'à faire....

## **Annexes**

### ***Méthode d'enquête***

Cette évaluation est la troisième sur le territoire depuis le lancement du chantier CTB. Sa structuration doit donc être relativement proche des deux précédentes pour pouvoir tirer des enseignements relatifs aux évolutions « gouvernance » du contrat. Bref, pas de feuille blanche. Pour autant, nous proposons de simplifier le guide d'entretien et de se concentrer sur la partie permettant de récupérer de la donnée sur l'aspect gouvernance, notamment sur les aspects repérés lors de la dernière évaluation, essoufflement, mobilisation/participation. On se focalise sur le qualitatif et le mode entretien « conversation » avec un objectif d'une heure maxi.

### ***Guide d'entretien***

#### **➤ *Qui parle ?***

(Au nom de qui/quoi, structure, éléments d'histoire perso et de la structure, comment vous êtes-vous fait embarquer dans l'aventure Pénerf ? moteur d'engagement initial, historique ou pièce rapportée)

#### **➤ *La cour de jeu, de quoi on parle ?***

- Ça vient d'où cette histoire ?
- Comment vous êtes tombé dedans ? (Hasard, intérêt, mission, ...)
- De quoi on parle et pour faire quoi ? (Vision/consignes au recrutement et aujourd'hui, périmètre, objets, etc....)
- Vous êtes où ? (Commission, stable, volage,)

- Votre rôle ?

➤ **Les collègues**

- Qui sont vos partenaires (locaux ou non, stables ou non, structure ou non, de l'interpersonnel, etc...) ?
- Trop/pas assez/des trous dans la raquette ? (Modifications/renouvellement depuis l'évaluation de 2013 ?)
- Pourquoi sont-ils là ? quels intérêts ?
- Et le PNR ?
- Ambiance ?

➤ **Grille de questionnement / évaluation antérieure.**

	1	2	3	4	5	Evolution
1. Chacun peut-il s'exprimer et défendre son point de vue ?						
2. Chacun accepte-il le point de vue des autres même s'il ne le partage pas ?						
3. Tout le monde parle-t-il et comprend-t-il le même langage ?						
4. Tout le monde comprend-t-il la problématique de la même manière et avec la même aisance ?						
5. Les gens acceptent-ils de se parler et de s'écouter les uns les autres ?						
6. Tout le monde connaît-il les activités des autres ?						
7. Les acteurs font-ils l'effort d'apprendre quelque chose de l'autre ?						
8. Les acteurs se rencontrent-ils en dehors de ce processus de concertation ?						
9. Le regard des autres influence-t-il le comportement des acteurs ?						
10. Les acteurs se respectent-ils ?						
11. Les acteurs se font-ils confiance ? Et envers la personne qui propose la démarche ?						
12. Les acteurs s'impliquent-ils dans le processus ?						
13. Les acteurs font des recherches d'information et						

d'acquisition de connaissances sur l'objet ?						
14. Les acteurs ont-ils une implication significative dans la vie locale ?						
15. Chacun fait-il des efforts de réalisation d'actions concrètes par rapport à la problématique ?						

➤ **Concrètement, comment ça marche ?**

- C'est quoi la commande ?
- C'est quoi les lieux et commissions ? Utilité ? Articulation des commissions ?
- C'est quoi les étapes ? Utilité ? Efficacité ?
- C'est quoi le format ? (Réunions, visites sur site, événement grand public...)
- Pilotage, décision, rendre compte, transparence, chacun sa place ?
- Long fleuve tranquille ou des à coup ?
- Compétences nécessaires ?
- Articulation avec vos missions quotidiennes, problématiques de terrain et autres instances territoriales ?
- Satisfaction quant à votre participation ?
- Qu'est-ce qui permet/empêche le bon fonctionnement du dispositif ?
- Qu'est-ce qui pourrait être amélioré ?
- Des revendications et quelles régulations ?
- Quelle diffusion en dehors des commissions ?
- Des évolutions/modifications depuis l'évaluation de 2013 ?

➤ **Au final, ça sert à quoi ?**

- Le mot qui vient en tête de gondole
- Un chemin de traverse, un « si on avait su »
- Un effet visible (actions concrètes dans le cadre du CTBV, mise en réseau, dynamiques territoriales, évolution de vos modes de gouvernance...)
- L'avenir ?
- .....

## Liste des enquêtes

Entretiens en présentiel (en rouge non réalisé)

Mairie de Ambon	AUDRAN	Bernard
Eaux et Rivières de Bretagne (par téléphone)	DERVIEUX	Etienne
DDTM du Morbihan / Service Eau, nature et biodiversité	DERRIEN	Jacques
Agriculteur	CHERON	Patrick
Bretagne Vivante	FARDEL	Michèle
Ostréiculteur	GUYOT	Christian
Association AEPNRD	KEDZIERSKI	Nicolas et Véronique
Mairie de Damgan	LABESSE	Jean-Marie
Mairie de Sarzeau	VANARD	Dominique
	LE BIHAN	Jean-Paul
SIAEP de la Presqu'île de Rhuys	LE DROGUEN	Pierre
Comité Régional Conchylicole de Bretagne Sud	LE GAL	Philippe
PROCANAR	Le Nevé	Yvan
Mairie de Lauzach	LE PENHUIZIC	Patrice
Mairie du Tour du Parc	MOUSSET	François
Mairie de Surzur	NADEAU	Michèle
Syndicat Ostréicole de la Rivière de Pénerf	NICOLAZO	Frédéric
GAEC de grabéto	GAURY	Michel
	LE PICHON	Laurent
GAEC du pont nevez	JOANNIC	Daniel

Entretiens téléphoniques

Conseil Régional de Bretagne	VALETTE	Béatrice
Agence de l'Eau Loire-Bretagne - Délégation d'Armorique	CATROUX	Hubert
Conseil Départemental du Morbihan	CHAUVIERE	Romain
Golfe du Morbihan Vannes Agglomération	EVENNO	Thierry
Arc Sud Bretagne	LE BORGNE	Bruno
AAPPMA de Muzillac	LE CLAIRE	Gérard
IFREMER	COCHENNEC	Nathalie
Agricultrice	GRIGNON	Bernadette
Ostréiculteur	LE VAILLANT	Jean-Noël
Agriculteur	OLIERO	Franck
Mairie de Berric	LE PENRU	Marcelle
Mairie de la Trinité Surzur	MENAHES	Lucien

## Synthèse des entretiens

### En Présentiel

**Bernard Audran**  
**Maire d'Ambon**  
**06 73 53 29 74**  
**Entretien du 13 juillet 2018**

Bernard Audran est maire d'Ambon depuis 2001, il est également Vice-Président du PNR en charge du contrat de bassin. En 2008, lors du renouvellement de toutes les instances, il remplace son adjoint à l'environnement comme délégué au conseil syndical. Il était professeur des écoles – retraité en 2006. Il est assez proche de Joël Labbé et dit avoir été éveillé aux questions de qualité de l'eau par Sophie et Camille.

L'objectif c'était vraiment de se battre pour la qualité de l'eau. Il y a 50 ostréiculteurs sur la rivière Pénerf et il y avait des problèmes de **bactéries** liés principalement à l'assainissement et à l'agriculture. Il y a aussi les **eaux de baignade et le tourisme** : Ambon est la commune du Morbihan qui a le plus de campings (20 soit 1924 emplacements) ; ça pèse sur la **biodiversité** qu'il fallait reconquérir sur chaque ruisseau.

Aujourd'hui c'est un vrai **succès**. Ça n'aurait ***pas pu se faire sans le contrat territorial***. On a réussi à réaliser 83 ou 84 % du programme, ce qui est un très bon résultat. Pourtant dans les années 2000, le dialogue était très difficile entre les politiques et avec les agriculteurs. La question des espaces urbanisés est un énorme enjeu sur notre territoire. Ceux qui étaient contre avaient peur qu'on ne freine l'urbanisation. ***C'est la gouvernance qui a organisé la concertation.***

Les ostréiculteurs étaient bien sûr intéressés par la qualité de l'eau ; c'est eux qui poussaient pour que les actions soient mises en place. Au départ les agriculteurs sont venus pour défendre leurs positions. Certains pensaient que c'était un gaspillage de l'argent public. Les instances ont permis de **faire de la pédagogie**, et ils ont vu rapidement leur intérêt. Par exemple ils peuvent réguler le débit des ruisseaux. Il a fallu aussi **valoriser les actions et les acteurs**. On a organisé des manifestations et de la communication pour ça.

En termes de gouvernance, le contrat territorial a permis :

- **D'amener les gens à se parler ;**
- De faire de la **pédagogie** sur les questions de qualité de l'eau au sens large ;
- De **valoriser les actions et les gens** qui y ont participé.

Toutes les communes n'ont pas signé mais finalement, il n'y a plus que 4 communes qui ne sont pas dans le PNR, alors qu'elles étaient 8 au départ. Il y a eu des batailles sur les clefs de répartition des finances, mais on a réussi à mettre les communes d'accord même si ces questions ne sont **pas vraiment portées par toutes les communes**.

Si on interroge la population, on se rend compte que tout le monde ne sait pas qu'on fait partie du PNR. Il faut des actions concrètes et visibles pour que les gens se rendent compte. On a surtout travaillé avec les citoyens qui avaient un engagement dans l'environnement, les associations. Pour les simples citoyens, il faut qu'on réfléchisse à la manière dont on les mobilise. Dans la gouvernance c'est compliqué ; **on ne sait pas trop comment les faire venir**. Le tirage au sort, pourquoi pas... C'est vrai qu'en plus dans nos instances, il n'y a pas beaucoup de femmes.

Dans la gouvernance du contrat, il faut qu'il y ait tout le monde et avec le conseil des associations et le conseil scientifique on est sur la bonne voie. Il reste à mettre en place le **conseil des jeunes...** et pourquoi pas un **conseil des sages** ? Il n'y a pas non plus les gérants de campings, les restaurateurs, les offices de tourisme et **tous ceux qui vivent du tourisme**. En fait il n'y a pas un commerçant. Ils pourraient participer car la qualité de l'eau peut avoir un vrai impact pour eux. Il faudrait peut-être **élargir**.

**Le dialogue aujourd'hui est en progrès, apaisé.** On s'écoute mieux mais chacun a toujours pu s'exprimer comme il l'entend. C'est parfois assez houleux, mais Camille, Sophie et moi sommes des éléments pacificateurs. On se respecte. Tous ceux qui participent aux réunions se font confiance, mais le problème c'est ceux qui ne sont pas là...

On discute souvent de questions techniques et tout le monde ne connaît pas toutes les données chimiques ou bactériologiques ; on a un **langage d'expert**, que nous apprenons au fur et à mesure. Sur ce point tout le monde a progressé.

On connaît assez bien les activités des autres, même si on ne fait pas spontanément l'effort de comprendre les contraintes des autres, avec le temps ça vient. C'est un point sur lequel on peut encore progresser. Il faut dire **que le comité d'acteurs c'est presque le seul lieu où des professions, qui n'ont pas du tout les mêmes enjeux, peuvent se parler** et avancer sur l'interconnaissance des acteurs.

C'est vrai qu'il y a un **essoufflement, mais moins des acteurs que des élus**. C'est normal en fin de mandat. La baisse de dotation entraîne des difficultés pour les collectivités locales. Les élus sont fatigués. La parité joue aussi ; dans les petites communes, les femmes ont du mal à participer à toutes les réunions et elles lâchent. Dans mon équipe j'ai eu 3 défections de femmes. 11% des élus en Bretagne ont démissionné de leurs mandats. Les **horaires sont un casse-tête**, il faut que les agriculteurs, mais aussi les élus puissent venir. Les gens ont l'impression que les élus ne pèsent plus, il y a un certain découragement et on se retrouve avec toujours les mêmes qui s'impliquent.

On pourrait faire des progrès sur l'information et tout particulièrement en direction des plus jeunes, pour permettre une meilleure appropriation des questions de qualité de l'eau.

On a réussi à faire de vraies actions concrètes pour la qualité de l'eau. On voit bien les résultats. Ça s'est fait avec tous ceux qui ont bien voulu se mobiliser. Ceux qui étaient contre sont partis : aujourd'hui il y a moins de clivages politiques et pas de problème de prise de décision. On a une approche opérationnelle, on n'est pas dans les jeux politiques. Avec la GEMAPI qui va passer à GMVA on risque de retrouver ça et de perdre en proximité. Personnellement je suis contre un transfert de compétences pur et simple. Il va falloir clarifier les choses. On ne change pas quelque chose qui marche ! GMVA a 9 bassins versants, la gouvernance de la rivière Pénerf, c'est 8 réunions par an (comités d'acteurs + réunions préparatoires), vous multipliez ça par 9, comment vont-ils faire ? On va certainement perdre la proximité ! Et la légitimité sur ces questions c'est avant tout la proximité.

**Jacques DERRIEN**

**DDTM Morbihan**

**02 56 63 74 83**

**Entretien du 27 juillet 2018**

Pour Jacques Derrien, la genèse du CTBV est au-delà du conflit et s'appuie sur une démarche régaliennne. Il y siège au nom de son institution. Il siège dans la commission eau et apporte la vision et l'expertise des services de l'ETAT. Il ne souhaite d'ailleurs pas sortir de ce rôle.

La composition du CTBV lui semble correct avec toutefois une surreprésentation des acteurs collectivité. La question de la participation effective est pour lui un problème qui deviendra probablement plus aiguë avec l'évolution du CTBV en termes de maîtrise d'ouvrage. Il considère en dehors de ce point qu'il n'a pas à se prononcer sur les motivations des uns et des autres dans cet espace de travail et sur cette évolution, notant toutefois la probable difficulté dans la nouvelle organisation d'assurer la proximité territoriale qui a fait pour beaucoup dans le succès de CTBV.

Du point de vue de la gouvernance du dispositif, l'espace de travail lui semble fonctionner correctement avec une parole libre et organisée. Les rôles de chacun sont plus clairs aujourd'hui avec notamment la création du parc et le bon positionnement des services de l'Etat. Il affirme clairement que le rôle de l'animation est bien de piloter avec toute la force du terme l'instance et il trouve que de ce point de vue elle fait bien le travail. La question du partage des ordres du jour par exemple n'est pour lui pas une question et il ne pense pas qu'il y ait à ce propos un besoin exprimé des membres du CTBV.

Il pointe une faiblesse générale de la mobilisation et participation durable mais avec philosophie au regard de ses autres expériences. Cela reste un enjeu fort pour le CTBV notamment dans le cadre de l'évolution de sa maîtrise d'ouvrage.

Dans les évolutions de ces dernières années, il pointe de nouveau la création du PNR comme date marquante du fait qu'il a en quelque sorte eu un nouvel interlocuteur administratif.



Enfin, ce qui caractérise à ses yeux le mieux la démarche du CTBV est la persévérance, car il faut tenir un groupe sur du long terme au regard de son sujet de travail ce qu'il considère réussi sur le chantier de Pénerf.

**Patrick CHERON**

**Agriculteur – lieu-dit Grabeto 56190 Ambon**

**02 97 67 30 01**

**Entretien du 18 juin 2018**

Patrick Cheron est installé en GAEC sur la commune d'Ambon. Il participe au CTBV depuis son début et est membre de la commission agriculture. Pour lui, l'origine du CTBV est liée à la qualité de l'eau et de la réglementation. Il pense que l'agriculteur est soumis à une réglementation forte et que son engagement dans le CTBV pouvait être à ce propos un espace de discussion et où faire valoir la parole du monde agricole.

Il précise qu'il est dans une autre configuration que ses collègues plus en aval du bassin, moins sur « les feux des projecteurs » et que la question de l'aval s'est posée grâce au CTBV. Sur la question environnementale, il fait part d'un certain désabusement notamment lié à ses difficultés autour de son projet de méthanisation, contesté par des riverains et au regard des travaux de reprises de fond de rivière qui ont eu lieu chez lui qui ne semble pas avoir un rendement cout/bénéfice raisonnable. Il se considère comme un acteur lointain du CTBV qui s'investit au nom de sa profession pour conforter une image positive et de défendre leur intérêt. Il a très peu de souvenir du conflit avec les conchyliculteurs.

Du point de vue du tour de table, il doute de la valeur ajoutée des représentants associatifs locaux ont du mal à dépasser leurs intérêts mais s'accorde sans problème avec ceux des associations plus représentatives (eau et rivière par exemple) avec qui « on peut discuter ». Comme ses collègues, il regrette l'absence dans le tour de table des associations agricoles et consulaire qui rendraient « les choses plus faciles ».

Du point de vue de la gouvernance du CTBV, il s'en remet à l'animation sans regard critique, considérant qu'il est loin du dispositif et que son implication est déjà forte au regard des contraintes de temps et des horaires de réunions. Il a un regard positif à très positif sur les

modalités de travail du CTBV avec un bémol sur sa production concrète et sa capacité à insuffler une dynamique. La délégation du pilotage au groupe d'animation ne lui pose pas de problème dès lors que les espaces de parole dans les commissions sont ouverts, que les membres des groupes se connaissent suffisamment pour travailler en bonne entente.

Pour lui, le nouveau pilotage du CTBV est une inconnue qui entretient un flou nuisible à son fonctionnement. Pour lui, la décision semble prise et il faut éviter les flottements qui vont finir par démotiver. Il pointe encore le manque d'implication des acteurs agricoles dans le dispositif qu'il lie à la faible lisibilité des effets. Il ajoute que les soucis des agriculteurs ne rendent pas leur investissement facile.

**Christian Guyot**  
**Ostréiculteur retraité**  
**06 24 42 52 74**  
**Entretien du 13 juillet 2018**

Christian Guyot est aujourd'hui retraité. Il est entré dans les instances de gouvernance du contrat territorial de la rivière Pénérif alors qu'il était encore en activité comme ostréiculteur sur la commune du Tour du Parc. C'était avant la création du Parc Naturel Régional. Il est entré dans la commission agricole à l'invitation d'un agriculteur qui venait régulièrement lui acheter des huîtres. Il avait une sensibilité particulière aux problématiques agricoles car ses parents étaient agriculteurs sur Surzur. Il est entré dans cette commission avec la conviction que tous, agriculteurs et ostréiculteurs voulaient simplement vivre de leur travail et qu'il était possible de se parler et de concilier les activités des uns et des autres.

Cette participation à la gouvernance lui a permis de comprendre les contraintes du monde agricole et de constater que souvent on incriminait l'agriculture alors qu'elle est loin d'être la seule à polluer... et que les voisins jardiniers du dimanche en faisaient tout autant sans que personne – même pas eux- ne s'en rende compte. La commission lui a donné une bonne compréhension des problèmes et une meilleure connaissance des enjeux de l'eau. Elle lui a permis de dialoguer avec tous. Aujourd'hui il participe aux commissions agriculture et eau.

Il considère que le dialogue est plus intéressant et constructif sur le contrat territorial de la rivière Pénerf que, d'une manière générale, sur le PNR. Au-delà de la gestion des budgets, pour le bassin versant, un travail de fond a été fait sur la compréhension mutuelle agriculteurs / ostréiculteurs. Au tout début les ostréiculteurs voulaient surtout dialoguer avec les agriculteurs car il y avait des conflits liés à la qualité de l'eau. Les agriculteurs disaient qu'ils n'avaient pas le choix dans l'utilisation des produits et des techniques, mais on s'est rendu compte que beaucoup étaient prêts à faire des concessions : on les sentait très ouverts. Ça a permis de faire évoluer les choses dans un sens très positif. Ce sont les chargés de mission qui ont permis à ce dialogue de se nouer : Sophie a provoqué des réunions où on s'est parlé. Aujourd'hui on se connaît bien et on discute en toute liberté et en toute confiance. C'est vrai pour toutes les réunions et toutes les instances de la rivière Pénerf.

Chacun a envie de continuer et d'aller jusqu'au bout de la démarche et de voir les résultats. Quand on voit ce qui a déjà été fait ça donne envie d'y aller ! Il n'y a pas vraiment d'essoufflement mais il y a beaucoup de réunions et, quand on est agriculteur ou ostréiculteur, on n'a pas beaucoup de temps. La principale difficulté est plutôt liée aux horaires de réunions : elles ont parfois lieu dans la journée alors que les jeunes ont du travail et ne peuvent pas venir. Ça bloque le renouvellement, c'est surtout les retraités qui peuvent être là. Il faudrait toiletter les listes des participants pour les renouveler. Il faudrait aussi essayer de modifier les horaires des réunions pour permettre à ceux qui sont en activité de venir. Car même s'il y a eu des résultats, c'est important que la gouvernance soit toujours concertée et pour cela on a besoin des acteurs qui ont une réelle vision du terrain.

Le dialogue lors des réunions est ouvert et transparent : il y a une information qui est donnée largement à tous, après chacun la prend et la comprend en fonction de ses préoccupations et de ses connaissances. Si tout le monde ne comprend pas la problématique de la même manière c'est aussi à cause des changements de représentants – surtout chez les élus-. C'est des questions qui demandent du temps. Si on change de représentant tous les 6 mois ça ne marche pas ! Il faut assurer une continuité pour prendre en compte les efforts faits par les agriculteurs et leurs organismes agricoles.

Globalement chacun peut s'exprimer et défendre son point de vue sans chichis. C'est venu progressivement. On se connaît mieux

maintenant et on se parle plus facilement. On comprend le point de vue des autres même si on ne le partage pas... mais c'est vrai que les échanges sont parfois vifs.

Entre agriculteurs et ostréiculteurs on connaît les activités des autres : on a un historique commun maintenant et on se croise en dehors des commissions. Il y a un véritable respect mutuel.

Par contre le dialogue avec les politiques est moins basé sur la confiance : on sent que la politique peut avoir une incidence sur les projets du Parc et c'est inquiétant. Ils n'ont pas les mêmes préoccupations. Pour l'instant, au sein des commissions, les maires et les élus défendent le PNR, ils font le job. Avec le transfert de compétence pour la GEMAPI, on voit bien que Vannes Agglo va prendre la main et apporter les financements, et on sent bien qu'il y a un conflit de personnes. On craint que les moyens et les compétences n'aillent plus sur le Parc. Ce n'est pas logique de grouper tous les bassins versants : les problématiques y sont différentes. Malheureusement si le contrat n'est pas renouvelé, on n'est pas certains que la rivière Pénerf soit vraiment défendue dans le futur projet. La politique va être plus importante que ce qu'on a réussi à faire sur le terrain.

Le dialogue avec les associations est parfois compliqué : sans généraliser, ils sont parfois là pour bloquer les projets. On a l'impression qu'ils servent leurs intérêts personnels : ils ne voient pas l'intérêt général et restent polarisés sur des questions très locales quand il y a un problème sur le secteur. Elles devraient prendre un peu plus de hauteur et être plus au service de l'intérêt commun.

Les habitants ne sont pas assez impliqués dans les instances, mais ils ne se sentent pas concernés. Pourtant, ils ont leur place et leur rôle à jouer dans la qualité de l'eau – surtout les jardiniers du dimanche- même s'ils incriminent facilement les agriculteurs. Il faudrait les faire venir aux réunions via les écoles ou les jardins communaux.

C'est pareil pour les campings et le tourisme : ils ont un impact sur la qualité de l'eau. On a eu des clashes en plein été, liés au dysfonctionnement des systèmes dans les campings. Il faudrait commencer par faire venir les campings littoraux en s'appuyant sur la marque PNR et sur ce que ça veut dire en communication.

**Véronique et Nicolas KEDZIERSKI**

**AEPNRD Damgan**

**06 30 25 17 86**

**Entretien du 26 juillet 2018**

Véronique Kedzierski est un membre de la première heure du CTBV. Son mari Nicolas a participé d'une façon plus épisodique dans le dispositif. Son engagement initial a très clairement été motivé par l'originalité de la démarche en termes d'ingénierie sociale, par son ouverture à la société civile mais aussi par le sujet environnemental. L'association qu'elle représente est très variable en termes d'adhérents et son parcours personnel à « géométrie variable » puisqu'elle a été élu sur Damgan, majorité puis opposition. Une autre motivation de ce couple est plus en lien avec leur profession, universitaires en géographie, qui recoupe en partie la question du développement territorial.

Le champ associatif de l'AEPNRD recouvre l'urbanisme, l'éducation à l'environnement, la préservation du chemin douanier et plus largement de l'environnement. Il y avait donc selon eux une porosité entre les objectifs du CTBV et ceux de leur association.

Ils pointent la difficulté de la permanence de l'engagement sur des temps long comme frein au CTBV d'autant que son périmètre d'action est restreint à la question de l'eau. Ils soulèvent également la question de la légitimité de leur position au sein du dispositif, notamment par rapport aux agriculteurs et conchyliculteurs qui sont des acteurs « naturels ». Cela leur semble un aspect limitant du dialogue. Enfin, ils regrettent un peu le coté assagi du fonctionnement actuel au regard de la période de sa création qui leur paraît aujourd'hui plus vigoureuse, enthousiaste...

Du point de vue de la gouvernance du dispositif, ils mettent en avant la qualité de l'animation qui a permis :

- La création d'un espace de confiance et de dialogue
- L'avancée sur des sujets compliqués, l'assainissement par exemple
- La résolution du conflit initial entre conchyliculteurs et agriculteurs
- La montée en connaissance et interconnaissance sur la rivière de Pénerf
- Le maintien sur un temps long d'un groupe d'acteurs engagés

Pour autant, il n'y a pas eu d'autonomie de travail entre les acteurs permettant d'amplifier la dynamique portée par l'animation. Ils pensent

que la question du renouvellement des membres ou pour le moins d'un nouvel élan est nécessaire pour contrecarrer l'entre soi qui s'installe tout en reconnaissant que celui-ci reste productif pour avancer sur les dossiers.

Ils font part de leur forte inquiétude au regard de l'évolution du pilotage du CTBV. Ils doutent de la capacité d'une instance centrale à développer une animation fonctionnelle telle celle en place. Pour eux, il ne s'agit pas simplement du CTBV mais plus largement du maintien d'un espace de dialogue local, interacteur, qui travaille la question environnementale. « Si le CTBV disparaît, nous n'avons plus rien au niveau local pour discuter de ces questions alors qu'elles vont devenir déterminantes ». Ce point rend le CTBV encore plus précieux à leurs yeux.

**Dominique Vanard**  
**Mairie de Sarzeau**  
**06 03 10 55 09**  
**d.vanard@gmail.com**  
**Entretien du 13 juillet 2018**

Dominique Vanard a été, lors d'un précédent mandat, élue de Saint-Gildas-de-Rhuys. De part ce mandat elle a participé aux travaux de création du PNR en 2008. En 2013, Saint-Gildas-de-Rhuys a été la 1ère commune à voter à l'unanimité pour la création du Parc. Puis elle a déménagé sur Sarzeau, où elle est Adjointe à l'économie et à la culture dans l'équipe de David Lappartient. Ces fonctions l'amènent à représenter GMVA dans les instances du Parc. Elle y participe à la commission économique. Elle n'a pas suivi les travaux techniques concernant le contrat territorial sur le bassin versant de la rivière Pénérif mais participé activement via le comité d'acteurs.

Les objectifs du contrat territorial étaient clairs dès sa création, il y a 5 ans : il y avait un besoin évident de remettre cette rivière dans son état naturel et ça a été fait. Les progrès sont nets et c'était nécessaire surtout pour les ostréiculteurs.

Le dialogue entre les communes n'avait rien d'évident, mais aujourd'hui, il ne manque plus beaucoup de communes du territoire dans le « tour de table » du PNR. Le président a su amener les gens à se parler, malgré un côté politique et des élus très « antiparc » au départ. Joël Labbé était très controversé sur un territoire plutôt à droite. L'arrivée de

David Lappartient a apaisé les choses : il a su se positionner sans donner l'impression qu'il allait imposer sa façon de faire et tout le monde admet, aujourd'hui que le Parc n'est pas un gouffre financier. C'est le PNR le moins couteux de France, avec le plus petit budget. On le sent tout particulièrement pour l'urbanisme : ça ne pose pas de problème et ça crée une aura pour le touristique, tout particulièrement pour les étrangers qui recherchent du tourisme labélisé.

Les instances du contrat territorial de la rivière Pénerf représentent un peu tout le monde : les agriculteurs, les ostréiculteurs, les élus locaux et les associations sont là. La diversité est représentée dans les commissions. Peut-être pourrait-on développer des commissions ouvertes qui vont intéresser les citoyens à un moment donné et leur permettre d'y participer. C'est la même chose pour les campings et, pourquoi pas, des professionnels du tourisme. Mais, si on veut que le travail soit fait, il faut que les mêmes personnes agissent sur les mêmes dossiers.

Le lien entre Parc et contrat territorial de la rivière Pénerf est très fort : certains agriculteurs cherchent à avoir la marque PNR, notamment dans la production laitière, et, de toutes façons, ils auraient dû changer leurs façons de fonctionner car ce n'était pas possible à terme : nous sommes sur un tout petit territoire, un lieu fermé et il y a tellement de monde qu'il faut bien respecter les activités des uns et des autres. Même si les agriculteurs conventionnels ont vécu le Parc et le contrat territorial comme une menace, le dialogue s'est progressivement amélioré en 5 ans. Les agriculteurs ont fait évoluer les choses sans pression supplémentaire.

Les associations ont toujours eu un rôle de poil à gratter et ils ont joué le jeu au sein du conseil des associations. Par exemple Dominique Pirio, la présidente de Climaction et les autres associations environnementales et culturelles et de loisirs, même s'ils se sentent plus ou moins reconnus comme acteurs dans le Parc, savent faire entendre leur voix. Certains pensent que ça ne va pas assez vite, mais c'est normal. Chacun ne peut donner que le temps et l'implication dont il dispose. Une telle mobilisation est basée sur les capacités humaines. Il faut laisser encore du temps pour que chacun trouve sa place. En tout cas, la participation de ces acteurs de terrain a permis de passer outre les appartenances politiques et les questions de personnes, qui bloquaient les actions au début.

La capacité de chacun à s'exprimer lors des réunions est meilleure qu'au début. Même s'il y a encore des points de blocage et des crispations, on a appris à comprendre les raisons des positions des autres. Avec le temps nous avons un socle commun de compréhension des problèmes et, même si on ne peut pas dire que nous parlions tous le même langage, on comprend pourquoi. Nous avons tous progressé dans notre compréhension des autres et dans la perception des territoires. On est tous d'accord sur la nécessité d'avoir un territoire résilient et sûr que c'est notre intérêt commun. Entre élus, nous nous connaissons et nous nous rencontrons en dehors des instances du Parc et du contrat territorial de la rivière Pénerf, mais c'est peut-être dans nos relations avec les autres acteurs qu'on pourrait encore améliorer les choses. Il y a du respect entre nous, mais certains professionnels ne font pas confiance aux élus ; on sent bien qu'ils ont peur des changements... et ça c'est l'une des caractéristiques de la vie politique ! et puis, en tant qu'élus, on a trop de réunions de tout ordre. C'est difficile d'être présent tout le temps et d'être suffisamment au courant, impliqué et motivé. Donc on fait en fonction de nos contraintes et les autres acteurs ne le comprennent peut-être pas bien.

Le fait d'être un petit Parc a permis d'avoir une gouvernance plus proche et donc plus efficace. Il y a des acteurs de toute sorte dans la gouvernance et c'est quelque chose qu'il ne faut pas perdre. Les services peuvent être tentés de travailler un peu entre eux sans échanger avec les acteurs économiques et les associations, mais ont-ils toutes les compétences de terrain, techniques et administratives pour bien faire les choses ? Le chef de service de l'environnement de l'agglo semble vouloir tout régenter...

Le transfert de la compétence GEMAPI m'inquiète, car ça va impliquer un territoire très grand. Il y avait plusieurs syndicats qui, chacun, s'occupaient de leurs ruisseaux, là tout est englobé, sans que l'on puisse être aussi attentif à chaque particularité. Il va falloir travailler avec une rivière qui va continuer de couler et qui pourrait être polluée. Le travail technique et l'animation de la gouvernance ont été bien faits par le Parc. On y trouve les compétences et les techniciens qui connaissent bien le terrain et on ne valoriserait pas ça ??? Pourquoi ne pas les utiliser pour améliorer et renforcer les compétences des agents à l'agglo ? Il faudrait conserver une vision des enjeux et des actions à mettre en place à l'échelle du bassin. Il est important de garder l'échelle hydrographique. C'est essentiel car il reste un certain nombre de questions à traiter : la



qualité bactériologique qui reste fragile, les pollutions par le phosphore et les grosses opérations de restauration qui ont été menées ces dernières années doivent être évaluées à moyen et long terme.

**Jean-Paul Le Bihan**

**Agriculteur – éleveur bio depuis 25 ans à Surzur**

**Elu de l'opposition à la mairie de Surzur**

**06 09 36 35 96**

**Entretien du 30 juillet 2018**

Impliqué historiquement à la Chambre d'agriculture, dans le SIAGM, et dans le PNR, Jean-Paul Le Bihan a intégré le CTBV dès sa création pour :

- la protection de l'eau,
- la maîtrise de la pollution,
- la sensibilisation et le maintien d'une agriculture durable.

Le PNR anime un dialogue entre tous les acteurs du BV (agriculteurs, ostréiculteurs, associations environnementales, élus, industries agroalimentaires). Il propose des actions et les met en débat à partir des préoccupations du terrain. Les conflits existent, et même si certains refusent des actions, les discussions les interrogent, les sensibilisent aux questions environnementales.

Membre de la commission agriculture qui se réunit 3 à 4 fois par an, il regrette le manque de temps qu'il peut consacrer à la préparation des réunions notamment. Il souligne que l'horaire de 18h est souvent peu compatible avec ses activités. Et enfin, il soulève qu'encore aujourd'hui il a du mal à comprendre le circuit entre les commissions.

Différentes actions ont été menées, dans le cadre du contrat et avant avec Cap 2000, accord entre agriculteurs et ostréiculteurs pour laisser une bande de 50m sans épandage le long de la rivière. Pour pallier à la faible teneur en azote de cette bande, la CUMA dont il fait partie a investi dans du matériel permettant de mettre du compost de fumier moins riche en bactéries. Cette action a été valorisée au-delà du BV et porte ses fruits.

Autre action, les canaux ont été redessinés pour permettre un écoulement, une infiltration naturelle de l'eau et le maintien des rives.

Il est globalement satisfait du CTBV, il faut que ce type d'instances perdure pour sensibiliser aux questions environnementales, pour permettre à chacun de prendre sa part de responsabilité et pour permettre à chacun d'être acteur. Les points positifs de la démarche sont :

- l'échange avec d'autres professionnels,
- la présence, la motivation, le soutien d'élus du territoire,
- les actions entreprises et leurs modalités : le PNR recherche des solutions techniques pour éviter les contraintes, ne demande aucune participation financière aux agriculteurs pour les travaux (financements PNR, Agence de l'eau, communes, Région...),
- la diffusion qui en est faite : visites sur site, exemple pour d'autres BV.

Depuis 4 ans, il est moins présent pour différentes raisons :

- la fatigue,
- les nombreux résultats positifs,
- le nombre de plus en plus restreints de personnes présentes dans la commission. Un renouvellement semble nécessaire, mais le contexte change. L'élevage diminue beaucoup sur le BV. Les jeunes sont peu présents, ils sont moins sensibilisés à ces questions et travaillent sur les exploitations plus grandes, les rendant moins disponibles pour ce type de réunions. D'autres agriculteurs comme les céréaliers sont moins sensibles à la question. Et les résultats des actions menées mettant du temps à être visible, il est difficile de mobiliser de nouvelles personnes.

Pourtant, l'intérêt de la démarche est manifeste, en plus de l'amélioration de la qualité de l'eau, le PNR est engagé dans la protection des paysages, dans la limitation de l'urbanisation, dans la valorisation des produits locaux, dans le maintien de l'agriculture. Il est de plus en plus visible du grand public, avec notamment sa fête annuelle, et communique sur les actions menées.

Selon lui, il est dommage que le PNR perde cette compétence. L'agglomération n'aura ni le temps les techniciens pour poursuivre ces actions, d'autant plus que le climat politique est mauvais et que le périmètre n'est pas celui du BV.

**Pascal Ruault**  
**SIAEP de la Presqu'île de Rhuys**  
**02 97 41 89 44**  
**[pruaud.siaep-rhuys@wanadoo.fr](mailto:pruaud.siaep-rhuys@wanadoo.fr)**  
**Entretien du 29 août 2018**

Pascal Ruault est directeur du SIAEP de la Presqu'île de Rhuys, titulaire de la compétence eau potable et assainissement, pour la rive droite de la rivière Pénerf. Il est en poste depuis décembre 2005. Il participe au comité d'acteurs et à commission qualité de l'eau, parfois avec son président. La création du PNR est la suite logique de la démarche entamée précédemment ; ça s'est fait en continuité, sans coupure. La qualification de PNR est autant un outil qu'un aboutissement en matière de qualité de l'eau. Avant la création du PNR, il y avait une relation conflictuelle et de défiance entre le syndicat et les ostréiculteurs, sans doute par méconnaissance des difficultés des uns et des autres. Le fait de siéger au comité d'acteurs a permis de mieux se comprendre avec eux et les agriculteurs : on n'est plus du tout dans le même contexte. Les organes de gouvernance ont permis de s'obliger à discuter.

Ses objectifs de participation au contrat territorial était de comprendre comment orienter des actions pour répondre à la problématique de défaillance de réseaux d'assainissement et des manques qualitatifs sur les stations d'épuration (bactério). Sur ces deux objectifs, l'amélioration est notable mais on ne peut pas dire qu'on a gagné la partie... il faut être prudent ! Sur l'amélioration des réseaux et les stations d'épuration, il reste peu de choses à faire. Il reste à améliorer la communication entre la structure d'assainissement et les professionnels en cas de défaillance : c'est l'un des travaux en cours avec un outil qui devrait être diffusé avant 2019.

Le dialogue est extrêmement constructif même s'il y a toujours des tensions qui sont relativement contenues grâce aux acteurs et à ceux qui pilotent la machine. Il faut savoir être conciliants ça permet aux gens de s'écouter... Les instances de dialogue ont déjà le mérite d'exister, ce qui n'était pas le cas à l'origine. Les ostréiculteurs sont passé de la défiance, voire de l'agressivité, à un niveau de confiance et de respect mutuel.

Le dialogue s'est construit sur plusieurs années : chacun a la possibilité de s'exprimer et tous sont écoutés et entendus. Cela se voit dans les actions qui ont été prises en conséquence, comme, par exemple, la priorisation des investissements des syndicats sur ce territoire. Le tour de table est

complet : ostréiculteurs, agriculteurs, associations, ONG... On a réuni des gens avec des professions et des objectifs différents, qui ont forcément été imprégnés par les contraintes des uns et des autres au cours du dialogue. Il faut impérativement maintenir ce type de structure de dialogue car rien n'est acquis de façon définitive, même si l'évolution est largement engagée. La mobilisation des acteurs qui participent à ces instances a été d'autant plus évidente au départ que les disfonctionnements étaient majeurs, mais quand les premiers bons résultats arrivent on peut se démobiliser : il ne faut pas se croire arrivé... un endormissement général est possible.

Même s'il y a eu des améliorations notables sur certains paramètres, il faut maintenir un niveau élevé de mobilisation. Comment ? je ne suis pas capable de le dire mais ce qui a été mis en place en termes de gouvernance me semble efficace. On était en prise directe avec le territoire, demain le syndicat du Rhuy s n'existera plus, est-ce qu'à une échelle comme GMVA on ne va pas perdre cette proximité... Après, faisons confiance aux élus. Mais attention, la mobilisation nécessite un maître de cérémonie qui a de la diplomatie : le mouvement ne se poursuivra pas seul. Le dialogue dépendra de la décision de GMVA à financer et animer ce genre d'action, mais ça ne se pilotera pas seul.

<p><b>Philippe LEGAL</b> <b>Comité National Conchylicole</b> <b>06 83 20 64 18</b> <b>Entretien du 26 juillet 2018</b></p>
--

Philippe Legal est membre du CTBV depuis le début et est rentré dans le dispositif à travers le conflit entre les conchyliculteurs et le monde agricole lié à la qualité de l'eau. Ses nouvelles fonctions lui laissent peu de temps et il réfléchit au maintien de son engagement dans le dispositif. Il porte un regard critique sur le fonctionnement du CTBV notamment sur les points suivants :

- L'approche actuelle lui semble trop « environnementaliste »,
- Pas assez de stratégie de développement économique type label, il s'interroge de fait sur le retour d'investissement,
- Il trouve que ça « ronronne », qu'il y a un manque de vision, un essoufflement,

- De fait, il interpelle plus largement à travers le CTBV le fonctionnement du PNR qu'il identifie comme trop environnementaliste au détriment du développement économique.

Du point de vue de la gouvernance du CTBV, il pointe le turn-over des élus qui fait perdre selon lui de l'efficacité et reconnaît la permanence des services de l'Etat. Sa perception des associations est variable selon leur dimension locale ou non. Pour lui, la dimension locale repose sur des motivations personnelles qui faussent le jeu. Il lui semble plus productif de discuter avec des associations plus représentatives qui ont un discours plus étayé.

Il associe assez fortement la question de l'animation et du pilotage du dispositif au portage du CTBV par le PNR. Sans pour autant avoir un jugement négatif, il le voit comme un instrument de la politique du Parc, ce qu'il ne percevait pas au démarrage du dispositif.

Il n'est pas très inquiet du changement de gouvernance à venir pour plusieurs raisons :

- Il a déjà des habitudes de travail avec les nouvelles instances de pilotage,
- Il a une capacité d'adaptation à de nouveaux interlocuteurs,
- Il se projette sur un temps long,
- C'est peut-être l'occasion de trouver ce nouveau souffle,
- Au final, c'est la manif et la mobilisation qui font l'écoute « s'ils n'entendent pas, on saura bien se faire entendre... »

Pour autant, le dispositif CTBV a le mérite d'offrir une plateforme locale de concertation qui a réussi à gérer le conflit initial. Ce lien au territoire, à la proximité et à l'interconnaissance des acteurs reste une forte valeur ajoutée. C'est d'ailleurs le mot « concertation » qui lui semble le mieux caractériser le dispositif CTBV.

**Yvan Le Nevé**

**Directeur depuis 2007 de Procanar – industrie agroalimentaire**

**06 20 80 00 93**

**Entretien du 31 juillet 2018**

Yvan Le Nevé s'est engagé dans le CTBV pour différentes raisons :

- « Les absents ont toujours tort »,
- issue d'une formation scientifique, il pouvait apporter ses compétences,
- fils de l'ancien maire de Surzur, il se rendait compte que les élus devaient prendre des décisions sur des sujets qu'ils connaissent pas et souvent conseillé par un technicien qui ne porte qu'une vision. Le CTBV et la réunion d'acteurs différents permettaient d'éviter ce biais.

L'objet pour lui est la qualité de l'eau, la qualité du milieu écologique, l'entretien des parcours le long de la Drayac. L'enjeu est avant tout ostréicole et touristique selon lui.

Membre de la commission eau et du comité d'acteurs, unique représentant de l'agro-industrie, il est dans une posture d'écoute et a apporté son expertise sur différentes actions :

- proposition pour former les élus à ces questions en début de mandat,
- alerte sur des problèmes de résultats d'un logiciel mis au point pour modéliser la dispersion et la concentration de polluants à l'échelle du BV,
- refus du marquage des oiseaux, investissement lourd et inutile dans le cadre du PNR,
- expérimentation sur fonds propres avec l'accompagnement du PNR pour trouver des financements, afin de tester l'absorption du phosphore par certaines plantes.

Sur les acteurs du CTBV, les ostréiculteurs sont les plus impactés et ceux qu'on entend le plus, les élus sont dans l'obligation d'être présent pour la communication et l'image, et enfin les agriculteurs sont aussi dans cette obligation parce que ce sont leurs pratiques qui sont concernés par la

pollution. Il ne lui paraît pas nécessaire d'élargir les commissions à d'autres acteurs.

La commission valide le plan d'actions, met en place les actions, les évalue, sur proposition du PNR qui pratique une veille scientifique et réglementaire.

Il participe de moins en moins aux réunions, horaires non adaptés et peu de temps à consacrer avec la création d'un nouveau site.

La principale critique, au-delà des horaires de réunions et de la demande pour recevoir les documents en amont de ces dernières, concerne le flou des objectifs du PNR. Dans la charte, les objectifs sur la qualité de l'eau, comme sur la limitation de l'urbanisation ne sont pas chiffrés. Il est nécessaire de ne pas avoir trop de marge d'interprétation notamment pour engager des investissements. Par ailleurs, Yvan Le Nevé a le sentiment que la politique du PNR dépend des personnes qui le compose, élus comme techniciens, et que s'ils étaient amenés à partir, les orientations du PNR pourraient être modifiées largement. Enfin, il a l'impression que le PNR arbitre plus sur des critères financiers qu'environnementaux.

Pour autant, il conclut sur la nécessité de poursuivre les actions du CTBV, les résultats sont là, il faut continuer à sensibiliser et à communiquer dessus.

**Patrice LEPENHUIZIC**  
**Maire de LAUZACH – Agriculteur Bio en GAEC**  
**06 16 13 81 62**  
**Entretien du 26 juillet 2018**

Patrice Lepenhuizic est engagé dans le CTBV avec les deux casquettes, maire et agriculteur. De fait, il parle bien davantage de son investissement en tant qu'agriculteur que d' élu. Il fait remonter son engagement dans son investissement préalable au sein du GDA local qui lui a fait rejoindre « naturellement » le CTBV.

Il pointe que le tour de table des membres actuels est différent de celui du démarrage ce qu'il explique par le fait qu'on n'ait pas voulu retoucher la liste des membres en fonction de la réalité des présences mais également par la difficulté de se projeter sur des visions à long

terme, sur de l'engagement pérenne. Pour autant, il pense qu'il pourrait être intéressant d'aller chercher du sang neuf ou d'étendre à des acteurs plus institutionnels tels la chambre d'agriculture ou encore l'ADASEA qui manquent selon lui dans le CTBV, pour le moins dans sa dimension opérationnelle.

Les liens entre les membres se font uniquement lors des réunions formelles, notamment avec la société civile et les associations même s'il est arrivé que la profession agricole se réunisse d'une façon informelle pour arrêter une position en amont des commissions, notamment dans les premiers temps du CTBV.

Du point de vue de la gouvernance du CTBV, il n'y a pas de revendication particulière par rapport au pilotage/animation qui lui semble cohérent par rapport aux attentes des membres. L'espace de discussion est suffisamment ouvert pour que chacun puisse y porter ses sujets.

Ce qui fondent pour lui l'intérêt du CTBV est bien son travail de fond sur la qualité de l'eau qui réunit les acteurs. Au final, il qualifie l'espace de travail du CTBV d'apaisé et de bienveillant.

<p><b>François MOUSSET</b> <b>Maire du Tour du Parc – Chef d'entreprise</b> <b>02 97 67 30 01</b> <b>Entretien du 26 juillet 2018</b></p>
---

Monsieur MOUSSET est Maire du Tour du Parc depuis les dernières élections municipales et a remporté de justesse une élection partielle en mai 2018. Il sort donc d'une période de conflit dur avec une partie de ses anciens colistiers et acteurs locaux, notamment conchylicoles.

Il n'est donc pas un historique du CTBV et le rejoint par mandat. Pour autant, il met fortement en avant :

- L'intérêt du travail sur la qualité de l'eau,
- L'espace de concertation interacteurs



- La capacité à travers le CTBV d'acquérir des connaissances précieuses pour la gestion communale, notamment sur l'assainissement,
- D'une façon plus générale, il pointe la nécessité de se doter d'outils pérennes de gestion qualitative de l'environnement, patrimoine principal de sa commune.

Pour autant, il joue le temps long, les petits pas car il pense que l'enjeu eau et plus largement celui de l'environnement suppose de s'inscrire sur des programmes de longs termes et que tout ne peut être fait sans changement de comportement et que les investissements restent lourds pour les budgets des petites communes. Il affiche des projets d'investissement (maison de l'huître) qui oblige à faire des choix...

Au niveau du tour de table des participants au CTBV, il pointe des difficultés avec les conchyliculteurs, notamment ceux de son territoire et pense que la mobilisation des associations est peu pertinente du fait de la défense trop catégorielle de leurs intérêts. Selon lui, le tour de table gagnerait à être étendu au monde industriel et économique. Enfin, il note un lien renforcé entre agriculteurs et conchyliculteurs, probablement du fait de l'histoire du CTBV qui les a obligés à travailler ensemble.

Du point de vue de la gouvernance, il pointe une bonne performance de l'animation qui tient le dispositif et trouve ses capacités d'intervention sur les ordres du jour suffisantes, toujours possibles en tant que besoin. Il reconnaît cependant être assez loin de ses aspects.

Il est soucieux sur la capacité du nouveau pilotage du CTBV du point de vue de sa capacité à avoir un travail de proximité avec les acteurs locaux, garantie selon lui de l'efficacité du dispositif. Il réaffirme pour autant l'absolu nécessité de maintenir la qualité de l'eau au cœur des préoccupations et que c'est le sens principal du CTBV.

**Michèle Nadeau**  
**Maire de Surzur depuis 2014**  
**02 97 42 12 52**  
**Entretien du 30 juillet 2018**

La maire de Surzur s'est engagée dans le CTBV dans la continuité de son prédécesseur, sûrement impliqué depuis le début de la démarche.

Avec une dizaine d'exploitations ostréicoles sur son territoire, la commune de Surzur est nécessairement sensible à la question de l'amélioration de la qualité de l'eau. Présente uniquement au sein du comité d'acteur, son rôle est d'apporter son soutien et ses remarques aux actions proposées par les commissions.

Les participants constituent un groupe stable, mixte et représentatif (association environnementale, agriculteurs, ostréiculteurs, élus). Le PNR, avec une équipe stable et identifiée, est animateur et maître d'ouvrage de la démarche, ce qui est un atout pour faire avancer les actions sur le territoire.

Réuni une fois par trimestre, le comité prend connaissance des plans d'actions, des études, des retours d'expériences, et valide les suites à donner. La mairie de Surzur adhère à la démarche menée et reconnaît le rôle central du vice-président du PNR, maire d'Ambon. Il n'y a pas de doutes qu'il y ait eu des conflits par le passé, mais aujourd'hui le cadre d'écoute est posé vers la recherche collective de solutions. Les ostréiculteurs demeurent les plus « rigides » dans leurs propos. L'ensemble du groupe est progressivement monté en compétences, les membres s'intéressent au sujet, préparent les temps de rencontres, l'agglomération doit s'imprégner de ce travail.

Des améliorations ont été observées, mesurées, et même si le contrat arrive à son terme, il faut poursuivre l'entretien de la rivière et de ses rives, il faut poursuivre la sensibilisation et poursuivre les recherches de financements pour assurer la pérennité de ces actions.

Ainsi, il serait intéressant d'élargir le périmètre, de poser la question de la qualité de l'eau au-delà du BV de Pénerf. L'agglomération a un rôle à joué dans la diffusion de ce qui s'est fait à Pénerf et dans la mise en réseau d'autres initiatives similaires menées sur son territoire.

Le deuxième point sur lequel il serait intéressant d'avancer est celui de la recherche de financements pour aider les communes à engager des travaux.

Les attentes du côté de l'agglomération sont fortes, l'élargissement du périmètre nécessitera tout de même de créer des sous-commissions géographiques pour regrouper les acteurs locaux ayant les mêmes problématiques. Et pour cela, il faudra qu'elle intègre les compétences techniques et humaines du PNR.

Frédéric NICOLAZO se définit comme un historique du CTBV. Son moteur initial est bien évidemment celui du conflit autour de la qualité de l'eau qu'il ne résume pas à la problématique agricole puisqu'il cite abondamment les collectivités comme mauvais élèves.

Le CTBV est pour lui un lieu de dialogue dans lequel les participants ont appris à se connaître et à se respecter. C'est la réussite de l'animation d'avoir tenu le groupe. Du point de vue des effets du CTBV, le progrès sur la qualité de l'eau est à mettre à l'actif, ainsi que le progrès de la connaissance sur le fonctionnement des milieux et, au-delà, sur la conchyliculture.

Les modalités de travail et de pilotage de l'instance n'appellent pas de remarque de sa part puisqu'il considère que le lien direct avec les animateurs est suffisamment facile et efficace pour s'affranchir du formalisme. « J'ai le 06, si ça va pas, je vais pas me gêner pour le dire, quand ça urge, je sais qu'il y a du répondant ». La gouvernance qu'il décrit est de fait une gouvernance de travail, d'action, qu'il revendique au titre de l'efficacité. Il la décrit construite sur le temps et la confiance. Ce lien direct et opérationnel avec l'équipe d'animation et de pilotage est ce qui fonde pour lui la gouvernance du CTBV bien plus que les formalismes de procédure.

Ses liens avec les autres parties sont décrits comme positifs et francs. « Tout le monde sait que quand j'ai quelque chose à dire... ». Il est cependant inquiet sur la mobilisation des acteurs. De fait, il peine à mobiliser ses pairs sur du long terme d'autant que les problèmes initiaux sont derrière. Ses collègues sont plus adeptes du coup de force car il est persuadé qu'en cas de besoin, ils descendraient dans la rue avec des actions fortes, identifiées comme efficaces. A ce titre, la reconquête de la qualité de l'eau est un sujet de long terme, de petit pas qui « ne mobilise pas les foules ».

L'évolution du pilotage du CTBV n'est pas foncièrement une crainte car il considère que sa profession est capable de s'adapter à un changement d'interlocuteur et que, de toute façon, elle saura se faire

entendre en cas de manquement. Pour autant, il n'est pas trop optimiste et doute de la capacité de la nouvelle maîtrise d'ouvrage à assurer un vrai travail de proximité tel qu'il était conduit jusqu'alors et de construire un espace de confiance. Il est dans une attitude attentiste mais sans trop d'illusion considérant que « ça leur passe au-dessus de la tête et pas de mots à dire »

Il pense que la période de flou doit être la plus courte possible car il craint que la transition conduise à un arrêt des programmes CTBV ce qui serait très préjudiciable à la mobilisation. « Si on perd du temps, ça va tout arrêter ». En parallèle, il n'imagine pas la disparition des actions PNR sur son territoire et que tout s'arrête....

**Michel Gaury**  
**Terre en Vie**  
**02 97 45 62 68**  
***michel.gaury@laposte.net***  
**Entretien du 24 août 2018**

Michel Gaury est un habitant d'Ambon, membre de la commission agenda 21, militant associatif au sein de « Terre en Vie », une association basée sur ARC Sud Bretagne et qui organise, notamment, la foire bio de Muzillac. Il participe régulièrement à la commission de l'eau et au comité d'acteurs. Il se sent, dans ces instances, plus observateur qu'acteur. Cela fait 5 à 6 ans qu'il participe aux travaux du contrat territorial de la rivière Pénerf. On était déjà à mi-parcours. Sa première motivation était de découvrir, en tant que citoyen, le travail qui a été fait sur la réhabilitation d'un cours d'eau en lien avec son inquiétude générale sur les questions de qualité de l'eau. Il s'est mis dans une position de neutralité active : pas engagé totalement dans le projet, mais pouvant dégager des observations objectives.

Les résultats obtenus sont plutôt positifs au niveau du retour de la vie aquatique. On a réussi à préserver la qualité des eaux pour l'ostréiculture. La création du PNR a permis d'élargir les actions au-delà de la qualité de l'eau, de dégager une politique écologique plus large pour un environnement préservé, les énergies renouvelables et un tourisme local.

Les attentes des uns et des autres étaient différentes au départ : les ostréiculteurs avaient un enjeu de vie ou de mort de leur activité

professionnelle, ils étaient très demandeurs, les autres se sont impliqués progressivement. Tout le monde est respectueux et actif, même si parfois, l'urgence d'agir crée de la tension. Les acteurs ont appris à se connaître dans un travail d'équipe. Au cours des années, une certaine convivialité s'est installée dans les différentes commissions.

Les associations sont assez peu nombreuses, dans les commissions, mais en réalité nous sommes assez peu nombreux à agir sur ce territoire ! Avoir plus d'associations, si c'est juste pour faire entendre des critiques ça n'est pas la peine. Eaux et rivières a une légitimité, mais d'autres peuvent faire de l'antijeu et ne pas avoir les compétences spécifiques sur l'eau. Les associations légitimes sont là. Ponctuellement d'autres associations pourraient participer sur des sujets spécifiques, mais au long cours il faut des associations qui s'engagent dans une démarche d'amélioration, une démarche positive.

Les institutionnels sont toujours là et les élus d'Ambon sont bien engagés, globalement les représentants des communes qui viennent s'engagent aussi... mais il y a tous ceux qui ne viennent pas !

Les ostréiculteurs sont totalement dépendants de la qualité de l'eau et ils ont joué le jeu, mais les agriculteurs aussi, même si au départ ils étaient beaucoup plus réservés. Lors des réunions, on a senti l'engagement de tous ceux qui étaient là, les tensions concernaient plutôt les agriculteurs qui n'étaient pas là. Il y eu, parfois opposition des agriculteurs sur le terrain (accès aux champs pour le diagnostic et les protections).

Lors des réunions des comités, il aurait peut-être fallu une plus grande présence d'agriculteurs... Et les industriels et autres acteurs économiques ne sont pas là ! C'est dommage, des activités polluantes comme l'agroalimentaire, pourraient mieux comprendre l'impact de leurs activités sur la qualité de l'eau, et sur l'emploi dans l'ostréiculture et dans le tourisme... dans un échange constructif. On pourrait aussi avoir de simples citoyens dans le comité d'acteurs, ils apporteraient des compétences nouvelles. Pour cela, il faudrait des actions de communication type foire de Muzillac autour de la reconquête de la qualité de l'eau pour plus impliquer le grand public et donner envie de venir.

Le dialogue dans ces instances est convivial et respectueux, même si les intérêts particuliers sont divergents. Les réunions sont agréables :

on n'en sort pas comme d'un combat de boxe ! Ces échanges et la confrontation des acteurs sont essentiels pour avoir des résultats Il faut pouvoir confronter les techniciens et les acteurs locaux. L'organisation est aussi un facteur de succès : l'articulation entre les différents comités fonctionne. Les participants au comité d'acteurs se retrouvent aussi dans d'autres commissions et ça permet de faire le lien entre les différentes actions.

Il est relativement facile de s'exprimer lors des réunions... pour ceux qui ont les outils techniques. Mais certains d'entre nous ont pu considérer qu'ils n'avaient pas grand-chose à apporter ! La compréhension des enjeux des autres acteurs s'est améliorée avec le temps. Il fallait prendre le temps de découvrir les problématiques et les processus. Il y a toujours eu une volonté de clarté et de transparence lors des réunions. L'engagement de Camille, Sophie et du maire d'Ambon a aussi joué dans la fluidité de cette gouvernance. Ils ont beaucoup aidé à ce dialogue apaisé.

Les difficultés ont plus été liées au financement et à la mise en œuvre des projets. Pour la suite, il faudrait pouvoir continuer le travail, assurer un suivi : tout peut se dégrader très vite. Il faut donc que les budgets et les techniciens soient maintenus. Pour moi, regrouper les énergies c'est bien, mais il faut garder un travail de terrain : c'est une question d'équilibre. Pas de centralisation au niveau de Vannes Agglo il faut une part d'acteurs de terrain.

**Laurent LE PICHON**

**Agriculteur – lieu-dit Kermarec, Commune de DAMGAN**

**02 97 67 30 01**

**Entretien du 18 juin 2018**

Laurent LE PICHON est installé depuis 1976 et en GAEC depuis 2004 avec une exploitation tournée vers les productions lait/viande. Il est dans le dispositif CTBV depuis le début pour plusieurs raisons :

- Le conflit entre conchyliculteurs et agriculteurs le concerne au moins à deux titres : il a été lui-même ostréiculteur et 80% de son exploitation est dans la bande littorale des 300 mètres avec de surcroît des terres très pauvres.

- La voie des agriculteurs doit être entendue partout où cela est possible pour faire valoir leur point de vue souvent mis de côté.

Membre de la commission agriculture, il a des attentes fortes vis-à-vis du CTBV et au-delà vis-à-vis du PNR. D'une façon générale, il attend du CTBV un rôle facilitant pour le maintien/développement agricole, notamment en permettant d'arriver à un meilleur équilibre économique pour l'installation des jeunes. Il plaide pour de la souplesse réglementaire, notamment vis-à-vis des bandes enherbées, des plantations d'arbres, des fumures. Il plaide par exemple pour une meilleure intégration de la qualité des sols dans la réflexion. Il ne peut étendre du compost du fait des 300 mètres alors que ce serait la seule solution durable pour limiter les intrants chimiques et bloquer l'eau alors que le lessivage actuel envoie les intrants dans l'estuaire. Il dit que son passage en bio a été bloqué du fait de l'impossibilité de cet épandage de compost structurant pour ses terres et qu'il est donc resté en chimie avec la moindre valorisation que cela induit et les pollutions par lessivage. Il attendait du CTBV des progrès par rapport au plan d'épandage et des soutiens pour les conditions d'installation des jeunes. Ce dernier point est une de ses inquiétudes pour l'avenir, y compris pour celui du CTBV. De fait, il pointe sa difficulté à embarquer des jeunes collègues dans la démarche par la faiblesse de retour concret de la démarche à ses yeux mais surtout aux yeux de ses collègues.

Il note cependant l'appui du Parc pour l'acquisition de connaissance et, à travers le programme BRF, une vraie volonté de faire avancer les choses mais avec une attente de résultats trop rapide.

Pour lui, le conflit avec les conchyliculteurs a permis de lancer la démarche mais celui-ci passé, les bénéfices concrets sont trop peu perceptibles pour attirer du sang neuf. Il cherche du concret, de la « carotte » pour attirer les plus jeunes et permettre leur installation. Il y a lassitude et un peu de désillusion.

Du point de vue de la gouvernance, le tour de table actuel manque d'agriculteur, notamment de jeunes qui seront demain ceux qui pourraient porter la démarche. L'absence de la Chambre le questionne également avec le problème de chantiers qui peuvent être concurrents. Pour le monde associatif, il retrouve toujours les mêmes avec des facilités de discussions avec les représentants des grosses associations et des

difficultés avec les associations plus locales, moins fiables d'après lui sur la parole donnée.

Les modalités de travail actuelles permettent selon lui une bonne expression de tous et une capacité à faire valoir son point de vue. Pour autant, si les participants se respectent, la confiance n'est pas forcément au rendez-vous avec certains et il n'y a pas de travail commun en dehors des commissions. Il ne s'est pas interrogé sur la gouvernance actuelle et suit la démarche qui lui semble bien tenue par le duo d'animateurs.

Il fait part de son inquiétude sur l'évolution du pilotage du CTBV, notamment sur la perte supposée de proximité et d'un risque de rupture du fait de la transition « si ça s'arrête pendant un an, c'est mort... »

Au final, ce qui caractérise pour lui la démarche reste principalement la question de la qualité de l'eau et de l'acquisition de savoir, le fait d'avoir atteint la « bonne entente » avec en toile de fond l'espoir que cela aide à « gagner notre vie ».

**Daniel Joannic**

**Agriculteur – éleveur en GAEC avec son frère à Surzur depuis 22 ans**

**Ancien 1er adjoint à la mairie de Surzur de 2002 à 2014**

**Impliqué à la chambre d'agriculture**

**06 86 89 07 28**

**Entretien du 30 juillet 2018**

Le CTBV comme d'autres instances et démarches sert, selon Daniel Joannic, à faire fonctionner un système, à faire perdurer des emplois. Les réunions sont stériles à la longue, c'est une succession usante de « qui fait quoi ». Initialement, il s'agissait de traiter de la question de la qualité de l'eau. Cette question semble à la marge dans le contexte urbain actuel, et nous fait apparaître comme des « indiens dans une réserve ».

Les politiques publiques incitent les agriculteurs à passer en bio, mais les reconversions ne sont pas faciles, cela dépend des atouts du terrain, de la proximité des pâtures. Par ailleurs, les discours politiques prônent le maintien des exploitations agricoles, alors que les actes ne suivent pas ou vont à l'opposé avec le CETA par exemple. Autre exemple, les constructions de bâtiments agricoles sont bloquées. Et si des politiques



incitatives sont mises en place à Vannes Agglomération ou au sein du PNR, elles s'adressent principalement aux petits producteurs maraîchers.

Sur la qualité de l'eau, et dans le cadre du CTBV, tous les membres ont des avis sur tout, l'écoute n'est pas là et on s'use avec cette réunionnite aiguë. L'approche proposée est négative, on parle de « problème phytosanitaire ». Les agriculteurs sont sollicités par les collectivités et notamment la commune quand il y a un problème avec les autres usagers (riverains, randonneurs, etc.), alors qu'ils ont besoin de motivation pour s'investir. Quelques propositions permettraient d'améliorer la situation :

- Les agriculteurs sont saturés par leurs activités professionnelles, et les horaires de réunion ne sont souvent pas compatibles avec. Les temps de travail et de réunions pourraient être rémunérés.
- Des financements pour travaux sur site pourraient également être fléchés sur les exploitations. Suite au diagnostic des exploitations, l'argent débloqué a été consacré au salariat du PNR et non pas à l'aménagement des espaces.
- Il est nécessaire de changer l'image de l'agriculteur, de l'éleveur. La production agricole ne doit plus être perçue comme la variable d'ajustement. L'agriculteur doit être reconnu pour son travail et pour son impact positif sur le territoire : entretien des paysages, maintien des arbres, etc.

Avec les ostréiculteurs, le dialogue n'a pas été facile mais les actions menées sur la modification des épandages sur le BV ont produit leurs effets. Un pic bactériologique en août/septembre est cependant toujours présent alors que les derniers épandages sont en mars/avril. Ce phénomène est sûrement dû à la non-conformité des campings, acteurs non intégrés dans les réunions du CTBV alors qu'ils ont un impact sur le milieu.

Autre élément qui a beaucoup d'impact sur le milieu et qui semble peu pris en compte dans le CTBV, c'est l'augmentation et la concentration de nouvelles habitations sur les littoraux. Quid alors de l'épandage des boues de STEP ? Les élus cherchent à augmenter le nombre d'habitants mais rien n'est fait pour d'une part, limiter les impacts de cette urbanisation sur le milieu naturel, et d'autre part pour arriver à créer du vivre-ensemble en conciliant les anciens et nouveaux usages du territoire. Une proposition serait de développer une charte à destination des

nouveaux habitants, pour qu'ils sachent comment fonctionne leur lieu d'installation.

Cette réalité quotidienne sur la mauvaise image des agriculteurs et les conflits de voisinage n'est pas prise en compte par le PNR. Il est nécessaire que le PNR se saisisse de ce sujet, qu'il communique sur « les jardiniers de la France », qu'il fasse la promotion des produits de qualité qui sortent des fermes locales. Les messages médiatiques doivent arrêter d'opposer les agricultures, le bio pas cher n'est pas possible et le bio dans certaines conditions pédoclimatiques n'est pas toujours possible non plus. Et peu de différences existent entre le bio et le conventionnel dans l'élevage. Il faut reconnaître et communiquer sur le rôle fondamental de l'agriculteur, de celui qui nourrit.

Sur le BV, il faut également rappeler le rôle des agriculteurs dans l'amélioration de la qualité de l'eau, et plus globalement rappeler que l'agriculture française est une des agricultures mondiales qui prend le plus en compte les aspects environnementaux.

### **Entretiens téléphoniques**

**Béatrice Valette**  
**Conseil Régional de Bretagne**  
**02 22 93 98 20**  
***beatrice.valette@bretagne.bzh***  
**Entretien du 6 août 2018**

Le conseil Régional de Bretagne est partie-prenante sur tous les territoires qui mettent en place des actions de politique de l'eau, dans la mesure où elle est interpellée en tant que financeur et que cet axe fait partie de sa politique environnementale. C'est le cas pour le contrat territorial de la rivière Pénerf, mais l'action du CR BH y est également liée au suivi du PNR, structure accompagnée par la Région depuis le début. Le rôle du CR BZH est multidimensionnel : il est intéressé aux questions de biodiversité, d'eau... et de développement. Il suit donc ce contrat à plus d'un titre, et l'accompagne financièrement.

Le CR BZH est donc membre du comité de pilotage, du comité des financeurs et du comité d'acteurs du contrat territorial de la rivière.

Le suivi de ces instances n'a pas été assuré par une personne unique : depuis 2014, 3 représentants du CR BZH s'y sont succédés ; Arold de Rétauré, Delphine Klerch, puis Béatrice Valette. Ceci s'explique par une difficulté à « classer » ce suivi entre services : la rivière Pénérf fait partie du PNR, accompagné par la Région, tout particulièrement sur le volet biodiversité et développement durable (Arold de Rétauré), mais c'est, clairement une thématique EAU, en lien avec le bassin versant du SAGE Vilaine (Delphine Klerch) et, pour finir, les mesures prises impactent le Golfe du Morbihan (Béatrice Valette) ... Sa bonne connaissance du PNR et l'impact du transfert de la compétence GEMAPI sur le Golfe, ont finalement désigné cette dernière comme représentante depuis 2017.

Les actions entreprise dans le cadre de ce contrat sont jugées positivement. Les facteurs de ces bons résultats tiennent à :

- Une bonne structuration de la gouvernance : les différents comités sont différenciés et complémentaires. Le comité d'acteurs fait remonter les attentes et prend la température de l'appropriation et du ressenti ; le comité de pilotage prend les décisions et le comité des financeurs apporte les moyens et contrôle. Au regard de la place des acteurs locaux et régionaux cette structuration est à conserver.
- Un comité des acteurs qui joue pleinement son rôle : c'est un atout de cette gouvernance, un bel outil pour améliorer l'appropriation locale. Sur d'autres territoires, une telle instance manque pour permettre les échanges sur le terrain. Plusieurs facteurs caractérisent son fonctionnement :
  - Les acteurs s'y expriment librement et s'y écoutent !
  - Il est suffisamment représentatif au regard des thématiques abordées. Il est nécessaire que les participants aient un lien avec les problématiques eau. Le secteur du tourisme pourrait y trouver sa place... Les autres volets peuvent se jouer au PNR ; l'éducation nationale et les citoyens y ont plus simplement leur place. La taille de ce comité est adéquate : plus on est nombreux plus il est difficile de mobiliser. Il faut, d'ailleurs, éviter la « réunionite aigue » qui démotive.
  - La mobilisation est satisfaisante : les gens viennent et y trouvent donc un intérêt !
  - Au fil du temps chacun est devenu plus attentif aux arguments des autres, même si on sent que sur le volet agricole, l'appropriation est un peu plus longue. Toutes les structures

partenaires n'ont pas la stabilité des chargés de mission du PNR et des changements de représentants comme au CR BZH ou à la chambre d'agriculture ne favorisent pas cette appropriation.

- La confiance dans les chargés de mission du PNR. Leur stabilité et leurs compétences techniques et humaines ont permis la reconnaissance et la valorisation par l'AFB. Ils permettent d'avancer et de garder le cap.
- Au sein du comité de pilotage et du comité des financeurs, les relations sont un peu plus tendues et le dialogue plus difficile. Cela tient à son rôle plus technique, opérationnel et à un contexte politique complexe. On subit des tensions historiques. Les gens s'expriment parfois de façon agressive. On se fait parfois rentrer dedans.

Cependant, la gouvernance de ces instances est marquée par des difficultés :

- Les passerelles entre les EPCI et le Parc sont, sans doute insuffisantes et soumises au poids de l'histoire politique locale et du lobbying. Des relations plus fortes permettraient de rester dans une logique d'échéance DCE. Il faudrait pour cela utiliser d'autres outils que ceux de l'eau, les contrats de pays ou les contrats de territoires par exemple... mais les collectivités locales freinent à monter de tels contrats vécus comme chronophages et réduisant le temps d'action sur le terrain. On n'a pas trouvé le dimensionnement optimal pour leur garder un peu de souplesse. L'une des pistes pourrait être la mise en place d'outils et de cahiers des charges plus spécifiques et communs avec la DREAL et l'Agence de l'Eau à travers GéoBretagne.
- Malgré la bonne volonté de mutualisation et de transparence, le poids du climat politique local est très marqué. Au-delà de la logique et de la rigueur dont font preuve les services techniques du parc, les jeux d'acteurs des territoires et des personnes localement bloquent les choses : il y a des freins dans l'accès à la donnée et la prise de décisions. Le fait, par exemple, que le département ne finance plus le PNR a évidemment eu des conséquences (une étude de contamination n'a pas pu se faire...). Dans ce contexte les débats sont forcément plus tendus.

- Le transfert de la compétence GEMAPI a rebattu les cartes et sape la confiance des parties-prenantes. Personne ne sait exactement quelles sont les intentions (notamment celles de Vanne Agglo) et qui fera quoi au final. Les inquiétudes sont réelles : techniquement, les élus et services de GMVA risquent de repartir de zéro ; la tension entre la Région, le Par et GMVA va nécessiter la médiation de quelqu'un de neutre pour dialoguer – Etat, Département, DREAL, ARIC ???)

Au regard de ces atouts et de ces faiblesses, il convient de garder en tête qu'en matière de gouvernance du contrat territorial de la rivière Pénerf, comme sur d'autres territoires, c'est le bassin versant qui doit primer. L'objectif est et demeure d'affirmer la priorité du ciblage sur les masses d'eau... Au-delà de ce premier point, nous maintenons l'importance de l'approche biodiversité car nous sommes sur un PNR ! Le CR BZH aura une vigilance sur ce point, même s'il y a un changement de maîtrise d'ouvrage : il ne faut pas que le travail réalisé se perde.

Cette vigilance est essentielle, car même si une part importante du travail a déjà été effectuée, il y a encore du travail notamment sur le phosphore. Nous ne nous immiscerons pas dans « qui fait quoi », mais nous financerons la suite à condition d'être sûr qu'on ne rétrograde pas en termes d'ambitions et qu'on ne repart pas à zéro ! On craint que la Pénerf ne soit pas la priorité de GMVA. Si cela se confirme, pour ne pas perdre ce qui a été fait il faudra mettre en place un conventionnement ou une délégation. La cohésion des financeurs et les résultats des prochaines élections vont être déterminants !

Enfin, toujours en termes de gouvernance, il convient de s'interroger sur la manière dont le Parc travaille avec le SAGE Vilaine : est-ce vraiment de la co-construction ? est-ce qu'ils appliquent les mêmes critères ? Ce point demeure à creuser.

<p><b>Hubert Catroux</b> <b>Agence de l'Eau Loire-Bretagne - Délégation d'Armorique</b></p>
---

L'Agence de l'Eau est le principal financeur du bassin versant et a donc, naturellement, contractualisé avec le contrat territorial. Nous participons au comité d'acteurs, au comité de pilotage et au comité des financeurs. Avant 2016, le contrat de la rivière Pénérf était géré par la délégation de Nantes de l'Agence de l'eau, depuis, il est passé sous la responsabilité de la délégation Armorique (4 départements bretons). La présence d'Hubert Catroux aux instances du contrat n'a donc que 2 ans.

Le rôle de l'Agence de l'Eau est, avant tout, d'évaluer la pertinence des programmes et l'efficacité de leur mise en œuvre. Elle accompagne financièrement les actions induites au regard de ces missions.

Après une première phase dense (avant 2016), l'objectif de l'Agence de l'Eau est de porter un regard plus large sur ce qui a pu être réalisé dans le cadre du contrat et, d'un point de vue sociologique d'évaluer si les actions ont été acceptées, comprises et portées. Enfin, l'une de ses préoccupations est de préparer l'avenir.

Hubert Catroux est arrivé au moment du bilan sur les milieux aquatiques, à un moment important pour l'évaluation de l'action mise en place. Les résultats étaient très attendus car, en matière de milieux aquatiques, le programme était novateur de par l'ampleur des interventions (par recharge du matelas alluvial), ce qui n'avait jamais été testé en BZH sur d'aussi grands linéaires. Les résultats étaient satisfaisants. Les facteurs expliquant cette réussite sont nombreux, mais tiennent principalement à la qualité du suivi technique assuré par les chargés de mission et au mode de gouvernance du contrat territorial. Plusieurs facteurs expliquent, à ses yeux l'efficacité de la gouvernance du contrat :

- La structuration de l'opérationnalité répond aux attentes locales via les instances de concertation (comités et collèges).
- La longévité des instances (et notamment du comité d'acteur) a facilité la programmation et la mise en œuvre des interventions grâce à une bonne acceptation locale.

- Le travail sur un temps long et sur un principe d'ajustement qui passe par les réunions régulières du comité d'acteurs. Cela permet une bonne correspondance entre les besoins et la mise en œuvre des actions.
- Une taille de territoire (suffisamment petit) pour permettre une gouvernance large impliquant tous les acteurs. Sur un territoire plus important, il serait sans doute plus difficile de mobiliser les acteurs lors de réunions régulières.
- L'impérieuse nécessité d'agir. Il était impossible, pour les acteurs de voir s'effondrer la production ostréicole sur la zone.

Le fonctionnement du comité d'acteurs est jugé satisfaisant :

- Bonne fréquentation des réunions.
- Respect dans la représentation de la diversité des acteurs.
- Capacité de chacun à s'exprimer.
- Capacité d'écoute des acteurs ayant permis une bonne acculturation des uns et des autres. C'est là l'une des principales plus-values de ce fonctionnement. Il y a aujourd'hui, a minima, une meilleure connaissance des objectifs et problématiques des autres acteurs, voire une meilleure compréhension et acceptation des points de vue.
- Montée en compétence des acteurs. En 5 ans, même si l'évolution a été lente, l'ensemble des participants est monté en compétence.

Cependant Hubert Catroux s'interroge sur la place des EPCI dans le comité d'acteurs. Ils sont insuffisamment présents : s'ils sont, sans doute, régulièrement invités, ils semblent ne pas prendre conscience de l'importance de cette instance. C'est particulièrement vrai aujourd'hui qu'ils ont la compétence GEMAPI mais c'est le cas depuis toujours car ils sont décisionnaires sur des compétences très liées à la qualité de l'eau comme, par exemple, le tourisme. Ils sont, bien sûr concernés au premier chef par les questions de bactériologie et de qualité des eaux de baignade.

Pas de remarque particulière sur les comités de pilotage et des financeurs, dans la mesure où Hubert Catroux n'a pu assister qu'à peu de réunions. Il s'agit de comités plus restreints et plus techniques.

L'architecture générale de la gouvernance, en comités et collèges semble pertinente et l'articulation des différentes instances est satisfaisante, même si tout le monde ne parle pas le même langage. Sur le volet milieu aquatique, par exemple, les éléments techniques, difficilement accessibles, n'étaient pas toujours compris par certains acteurs.

Pour l'avenir, plusieurs questions se posent :

- En termes d'action dures il n'y a plus grand-chose à faire ! Les actions les plus importantes, exigeant une forte mobilisation et une bonne implication des acteurs ont déjà été menées. Il ne faut pas, pour autant, qu'il y ait démobilitation. Il sera donc important de maintenir une animation. Les (bonnes) habitudes, en termes de dialogue et de gouvernance sont prises ; il faudra maintenir cette dynamique pour qu'elles persistent et que la prise de consciences reste haute. Certains sujets demeurent, en effet préoccupants et appelleront des actions : les taux de phosphore assez importants dans la rivière Pénerf en font partie. On sait aujourd'hui que l'industrie est contributive en la matière. Une participation du monde industriel au comité d'acteurs pourrait, de ce point de vue, être bénéfique. Enfin, les questions de bactériologie demandent une vigilance constante, qui interdisent de baisser la garde sur l'animation. C'est, de plus, un problème qui ne cessera d'évoluer, avec, régulièrement, de nouvelles sources de contamination.
- Le transfert de la compétence GEMAPI aux EPCI se fait ici sur fond de règlement de compte politique. Le PNR va se voir retirer la mise en œuvre de la programmation. L'Agence de l'Eau ne peut pas s'ingérer dans les compétences attribuées, mais continuera à faire des recommandations pour la qualité de l'eau et le bon état écologique des bassins versants, en examinant les contenus et la mise en œuvre des programmations. Pour les actions qui pourront être mises en place, il sera important de s'appuyer sur des éléments de diagnostic valides. Il s'agit d'un travail nécessitant des moyens humains, des compétences techniques importantes et un temps



d'étude suffisant. Sans présager des compétences des uns ou des autres... ces compétences existent au sein du PNR, on ne sait pas si c'est le cas à GMVA, qui semble vouloir faire effectuer le travail par des prestataire en 3 mois... ce qui est évidemment insuffisant. Il ne faudrait pas perdre la plus-value qui a été constituée sur le PNR. Un conventionnement pourrait être nécessaire mais un conventionnement ne veut pas dire grand-chose : on peut y mettre tout et n'importe quoi... Il faudra, de toute façon, garder une complémentarité satisfaisante. C'est aux élus de faire ce travail. L'Agence de l'Eau finance les programmations pour peu qu'elles soient pertinentes et portées à une échelle plus large : attention donc à ce que les propositions de stratégies veille à prendre en charge les zones orphelines.

**Romain Chauvière**  
**Département du Morbihan**  
**02 97 54 83 75**  
**romain.chauviere@morbihan.fr**  
**Entretien du 4 juillet 2018**

Romain Chauvière est directeur adjoint de l'eau et de l'aménagement de l'espace au Conseil départemental. Il est arrivé dans le département en 2006 et travaille au Conseil départemental depuis 2012 après un passage dans les services de l'Etat où il travaillait sur un diagnostic bactériologique, aujourd'hui compétence du PNR. Il suit, pour le Département, le contrat territorial de la rivière Pénerf. La position du Département sur ce contrat a évolué. Avant la création du syndicat mixte il finançait le PNR par des subventions pour les actions de lutte contre les pollutions et pour la restauration des milieux aquatiques, puis il a choisi d'en être membre et donc d'être financeur par participation et non plus par subvention. Romain Chauvière considère que le niveau de cotisation a augmenté et qu'il n'est plus possible de subventionner les actions. Il connaît surtout le PNR à travers le contrat Pénerf où il y a de forts enjeux.

Il participe autant que possible aux comités d'acteurs, et plus au cas par cas aux groupes de travail et commissions spécifiques tels que celle liée à la qualité de l'eau. Il considère que la mobilisation est moyenne : il pourrait, à chaque fois, y avoir plus de monde, mais les réunions restent dynamiques. Lors des deux dernières réunions la participation semblait meilleure qu'avant. Les élus des communes pourraient être plus présents

qu'ils ne le sont, mais les autres acteurs sont là : représentants des professionnels, des services de l'Etat et de l'agence de l'eau. S'il n'y avait pas un manque d'élus locaux parfois, on pourrait dire que tous les acteurs potentiels par rapport aux enjeux du territoire sont là.

Les acteurs se connaissent depuis longtemps, tout comme les représentants, cela fait que les gens n'hésitent pas à dire les choses. Ils s'écoutent et les positionnements se sont adaptés avec le temps. Il y a une véritable capacité d'écoute même s'il y a parfois des débats vifs. On constate une évolution des positions : l'association des collectivités en charge de l'assainissement était un peu réticente à ce type de fonctionnement et a une meilleure acceptation de l'organisation aujourd'hui. On peut en conclure que chacun accepte plus facilement le point de vue des autres.

Dans les échanges l'immatériel peut être plus important que le matériel : les réunions des commissions permettent de nouer des liens. Ça oblige à partager le constat, même si on n'a pas la même approche et les mêmes intérêts, et c'est déjà un point majeur ! Si on n'a pas au moins ça, on ne peut pas partager les enjeux et les actions à mettre en œuvre. L'intérêt principal de ce mode de gouvernance est de pouvoir créer du dialogue, de la concertation et de la transparence et ainsi de faire émerger les problèmes à résoudre. Et puis c'est un mode de fonctionnement qui permet de résoudre certains conflits d'usages et d'arbitrer certaines questions entre les membres présents sans formalisme abusif. De ce point de vue, le contrat territorial de la rivière Pénerf fonctionne parfaitement bien.

Un autre intérêt de la gouvernance du contrat de bassin versant est de rendre plus lisibles les actions qui vont réellement répondre au constat partagé. La véritable plus-value de la gestion concertée est d'asseoir une meilleure acceptabilité des actions entreprises.

Dans l'idéal ce serait bien de conserver une vision des enjeux et des actions à mettre en place à l'échelle du bassin, car il reste un certain nombre de questions à traiter. Le PNR a des compétences techniques qui relèvent de la GEMAPI. Mais on est sur un territoire où le grand cycle de l'eau fait intervenir plusieurs acteurs et a besoin d'être cohérent. De toute façon, ces questions de compétences impliquent des choix politiques des collectivités locales. Le Département a fait le choix de laisser les opérateurs locaux s'autodéterminer ; il ne prendra pas position et restera observateur.

**Thierry EVENO**

***Vice-président en charge de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement***

***Golfe du Morbihan Vannes Agglomération***

***02 97 60 70 10***

***thierry.eveno@saint-ave.fr***

***Entretien du 26 juillet 2018***

Thierry Eveno est en charge de l'eau à GMVA, l'un des 3 EPCI présents sur le Parc. Le 1er janvier 2018, la communauté d'agglomération a hérité de la compétence GEMAPI. A ce titre il est particulièrement impliqué dans le suivi du contrat territorial de la rivière Pénerf, même si c'est Michel Guernevé, Président du SMLS (Syndicat mixte du Loch' et du Sal) qui prendra en charge le Pénerf. Pour Thierry Eveno, cette répartition est nécessaire car, sur son territoire, il y a 9 bassins versants à suivre. Cependant, il se considère comme un bon observateur du dossier car il est délégué au Parc depuis 2008. Il y participe aux travaux sur les paysages et aux démarches zéro phyto.

Son regard sur les 5 commissions et le comité d'acteur est positif : on identifie une dynamique entre les acteurs locaux qui permet de réaliser les objectifs. Cependant les projets souffrent d'un problème de rapidité et de priorisation dans leur mise en œuvre. Comme les actions menées pour améliorer la qualité de l'eau dépendent, à la fois, des privés et des collectivités, et que, souvent, les privés ne veulent pas faire les travaux... les collectivités sont démunies et ça ne va pas assez vite ! C'est une difficulté pour le porteur du contrat et les maitres d'ouvrage : rapidité et priorité de mise en œuvre. La loi NOTRE confie l'assainissement collectif, non collectif et les pluviales à l'EPCI, qui maîtrisera donc le grand et le petit cycle de l'eau. C'est positif d'être responsable et de pouvoir coordonner ces deux cycles ; le même acteur sera aux manettes et responsable : concrètement ça va donner une priorité forte à l'assainissement. A ce jour, il y a un côté opérationnel dans la gestion des eaux qui marche moins bien. Mais il ne faudra pas renoncer à ce qui fonctionne sur le contrat territorial aujourd'hui.

La gouvernance et la concertation au niveau des acteurs fait partie des atouts du contrat aujourd'hui. Cependant, pour avoir assisté à peu de réunions des instances du contrat territorial, Thierry Eveno n'est pas en capacité d'identifier l'ensemble des acteurs et des parties-prenantes. Au sein du Comité d'acteurs, il met l'accent sur la participation des

agriculteurs, des ostréiculteurs des fédérations de pêche et des professionnels. Il suggère d'étudier une possible présence des professionnels du tourisme (notamment les campings) et de l'immobilier qui exercent une pression sur le milieu aquatique et avec lesquels il pourrait être intéressant de communiquer.

Thierry Eveno n'identifie pas encore les acteurs associatifs impliqués. Il attire cependant l'attention sur le risque de doublon des actions entreprises par le PNR et ces associations. Elles proposent des outils, des fiches, des formations et des opérations de sensibilisation le Parc fait aussi. On peut considérer que les associations représentent bien les citoyens. Mais il faut sensibiliser ces derniers et les informer.

Les communes et les EPCI, et les 3 EPCI entre elles, ne communiquent pas assez ; il faudrait faire une concertation et des modalités de dialogue, tout en veillant à assurer une continuité dans les mandats des élus.

Le volet animation, communication et la sensibilisation du contrat territorial de la rivière Pénerf, tout comme celui du PNR est à classer parmi les points positifs de leurs actions. Ce sont des modalités d'action qu'il conviendrait d'étendre aux autres bassins versants. Une feuille de route est en travail dans ce sens... malheureusement elle n'a pas vraiment avancé ! L'objectif serait de répartir les missions entre le PNR et les EPCI.

Pour autant qu'il puisse en juger, aux vues du petit nombre de réunions auxquelles il a participé et du contexte particulier généré par le transfert de la compétence GEMAPI, lors des comités d'acteurs chacun peut, librement, s'exprimer et défendre son point de vue. Cependant, il est évident que chacun a ses propres priorités... et ne partage pas tous les enjeux avec les autres. Cela crée un dialogue un peu tendu. Il semble que tout le monde ne comprend pas la problématique de la même manière, que ce soit sur le plan technique ou sur le plan de la responsabilité et de la gouvernance. Thierry Eveno parle pourtant d'un climat de confiance et de respect mutuel.

Pour l'avenir, il met l'accent sur la nécessité d'éviter les ruptures en janvier 2019 : ce qui fonctionne bien devra être maintenu. Le Parc devra accompagner L'EPCI dans cette démarche, favoriser les transferts et continuer son action de sensibilisation. Certains bassins versants vont être délégués : au 1er janvier 2018 on a identifié les bassins versants à enjeux

et ceux qui ne le sont pas (l'Ars la Claye et le Saint Eloi vont être confiées au bassin de l'Oust, car GMVA y est très peu important en termes de km). L'expertise du parc devrait pouvoir être utilisée sur les autres bassins.

**Gérard Le Claire**

**Président de l'APPMA de Muzillac -Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique- depuis 2016 (siège au CTBV depuis cette date)**

**06 79 89 86 70 / 02 97 45 03 83**

**Entretien du 22 juin 2018**

L'APPMA est une association de pêcheurs ayant pour mission l'entretien des cours d'eau et plan d'eau, essentiellement la Drayac, l'étang de Pen'mur et ruisseaux annexes sur le secteur. L'association participe aux réunions du CTBV depuis le début de la démarche parfois accompagnée de la fédération de pêche. Elle n'est cependant dans aucune commission et son implication reste marginale en n'étant pas pour le moment maître d'œuvre des travaux engagés - à regret -.

Dans la continuité de l'objet du CTBV, l'association engage avec ses moyens propres des travaux de ripisylve et de cheminement d'accès pour les pêcheurs. La fédération de pêche et les municipalités sont parties prenantes de ces actions, notamment pour l'identification des parcelles d'intervention, le lien avec les propriétaires et l'application du devoir d'entretien des rives. Le PNR via Camille Simon retransmet à ses partenaires les informations concernant ces actions.

Ainsi, l'association travaille en bonne coopération avec les municipalités concernées et engage aujourd'hui au niveau du département une démarche d'acquisition pour les abords des rivières, en lien avec le service des Espaces Naturels sensibles vers la création de sentiers.

Le CTBV constitue donc un lieu d'informations pour le suivi de l'état de l'eau sur le bassin versant : compte-rendu de travaux effectués, bilan d'amélioration/évolution par rapport au plan de travail et aux objectifs initialement fixés, lien avec les budgets alloués, réalisations proches des objectifs. L'ensemble des utilisateurs de la rivière sont représentés (milieu agricole, milieu pêche, milieu ostréicole, collectivités territoriales, Haute Loire Bretagne, Haut du Morbihan, etc.).

Le PNR assure l'animation du CTBV dans une ambiance conviviale, constructive, d'écoute, de coopération et de partage d'expériences. Les discussions sont apaisées même s'il existe des accroches, points de vue, sensibilités et niveaux de connaissances différents. Heureusement, ce n'est pas qu'une chambre d'enregistrement.

### **Points positifs**

L'association observe que :

- les réunions ont le mérite de mettre tous les parties prenantes en présence les uns des autres
- les pratiques, notamment agricoles, ont manifestement évolué grâce à ce dialogue entre professionnels et aux retours des riverains (expérimentation sur les sols, arrêt de l'abreuvement du bétail sur les cours d'eaux, accompagnement technique et financier du PNR).

### **Points négatifs**

L'association déplore :

- côté PNR, la faiblesse voire l'absence d'information directe auprès des propriétaires,
- côté APPMA, la faible mobilisation de ses bénévoles (10 sur 300 adhérents) pour ces thématiques, les adhérents sont principalement dans la consommation ce qui empêche la diffusion des actions du CTBV au grand public,
- côté partenariat PNR / APPMA, le peu de moyens financiers alloués à ces types d'actions, l'APPMA n'ayant pas été partie prenante en 2017 du chantier de remise en état de la rivière pour lequel 1 million d'euro ont été alloués.

### **Interrogations et propositions :**

L'association interroge :

- l'organisation actuelle du CTBV.  
Le pilotage, les prises de décision, la prise en compte ou non de certaines propositions restent flous. Un organigramme avec un annuaire des différents acteurs, coordonnées, champs d'actions seraient utiles pour une meilleure compréhension.
- la partialité de certaines études commandées par le PNR,

notamment en 2017 avec le reporting de l'audit du cabinet Hardy.

- la suite du CTBV.

Ce CTBV a le mérite de prendre en compte de l'environnement et la qualité des eaux, des améliorations sont notables mais le niveau d'étiage est toujours très bas. Corrigé en partie, il reste à faire, est-ce possible ? Est-ce réalisable techniquement ? Y a-t-il assez de moyens financiers et humains ? En parallèle, on constate une démobilisation des acteurs pour différentes raisons (le projet arrive à son terme, les besoins sont moins importants, les acteurs sont tous sollicités sur leurs propres activités et autres instances). L'association souhaite s'engager dans la suite qui sera donnée au CTBV et voit une nécessaire ré-orientation vers la surveillance, pour alerter ou relancer des actions si besoin.

**Nathalie Cochennec**

**Responsable environnement ressource depuis 2013, Ifremer  
Morbihan Pays de Loire, La Trinité et Nantes**

*nathalie.cochennec@ifremer.fr*

**02 97 30 19 18**

**Entretien du 22 juin 2018**

Le service de l'Ifremer dont Nathalie Cochennec est responsable a en charge la surveillance du milieu littoral, le réseau de contamination microbiologique des coquillages, la surveillance des microplanctons, la qualité sanitaire des mollusques pour la consommation, la qualité des eaux (Directive cadre européenne), l'évaluation de la qualité de l'eau, l'évaluation de la performance des coquillages, l'expertise sur l'eutrophisation (algues toxiques et nuisibles, baisse d'oxygène...). Basé actuellement à La Trinité et à Nantes, l'équipe de la Trinité va déménager à Lorient avec une réduction importante de l'équipe. Les partenaires de l'Ifremer à l'échelle locale sont principalement les élus des CLE, SAGE, PNR, collectivités, ainsi que les professionnels de la mer.

Sans information précise sur l'historique du CTBV, mais au regard de ses missions, il est probable que l'Ifremer ait été intégré au CTBV depuis l'origine de la démarche.

L'Ifremer n'est membre d'aucune commission et son implication reste faible puisque son expertise et ses prérogatives portent sur le milieu

marin et non sur les eaux douces. Le CTBV est perçu comme un lieu d'échanges d'informations constructifs, où les sujets traités concernent directement les participants.

L'Ifremer est ponctuellement sollicité pour son expertise sur des points précis. Nathalie Cochenne regrette donc l'absence d'une approche globale et soulève un manque de prise de recul, de diagnostic pour anticiper les problématiques. « On ne se pose pas les bonnes questions et on ne sait qui siège où et pour quoi faire ? », et il est possible que ceux qui siègent au CTBV ne soient pas forcément ceux qui décident. Ainsi, elle déplore un manque de connaissances sur les acteurs du CTBV, sur les commissions, sur les étapes de décision, révélant une organisation opaque.

Pour autant, elle assume une part de responsabilité dans ce constat, puisqu'elle ne dégage pas de temps pour assister aux visites sur site et autres réunions quand l'Ifremer n'est pas spécifiquement sollicité pour son expertise.

Ces actions, portées par le PNR grâce à une volonté politique forte pour rassembler tous les acteurs autour de la qualité de l'eau, sont une chance pour le territoire. Aussi pour éviter l'écueil précédemment évoqué d'un manque de diagnostic et d'anticipation, il serait intéressant d'intégrer l'Ifremer comme les partenaires universitaires en amont des réunions du CTBV pour partager le diagnostic, pour participer à l'élaboration des orientations, pour que les connaissances scientifiques servent les politiques locales.

Ces échanges sur les enjeux sont importants pour la sensibilisation de tous les acteurs, pour une meilleure prise de conscience sur les impacts anthropiques du BV. En lien avec les actions menées sur le BV, l'Ifremer est également en mesure de montrer les effets des changements de pratiques, et de faire des retours d'expériences utiles aux membres du CTBV (amélioration microbiologique par endroit, suivi dans le temps long des pollutions aux nutriments, etc.).

Enfin, il serait également intéressant d'élargir le périmètre pour une approche globale rivière de Pénerf et Baie de la Vilaine.



**Bernadette Grignon**

**Agricultrice**

**1ère adjointe à la mairie d'Ambon, élue depuis 2001**

**06 72 45 17 40**

**Entretien du 4 juillet 2018**

Bernadette Grignon agricultrice et élue municipale est partie prenante du CTBV depuis le début, impliquée historiquement dans le SIAGM et dans la création du PNR. Elle est normalement présente dans les trois commissions mais plus régulièrement dans la commission agriculture via les réunions (parfois des problèmes d'horaires) et les visites sur site. Elle les considère complémentaires, mais n'a pas forcément de retours des autres commissions. Cela ne consiste pas un frein, tout le monde ne peut pas être partout, et la confiance est nécessaire pour faire avancer ce type de démarche.

L'objet du CTBV et des sept communes du bassin versant est la nécessité de protéger la rivière, progresser sur son bon état écologique, préserver la qualité de l'eau tout en garantissant le maintien des activités locales, agriculture et ostréiculture notamment.

Elle définit son rôle en deux temps :

- une démarche d'écoute des informations délivrées lors des réunions
- un apport d'éléments concrets en tant qu'agricultrice avec par exemple la participation au diagnostic d'exploitation agricole sur le BV, ou encore sur les périmètres d'épandage pour savoir si les pratiques sont réglementaires

Les membres du CTBV lui semblent représentatifs des utilisateurs de la rivière : représentants agriculteurs, ostréiculteurs, citoyens sensibles à la protection, élus, PNR (Camille et Sophie), cette diversité d'acteurs est une richesse, la présence de non professionnels oblige les professionnels à expliquer leur travail et les enjeux auxquels ils font face. Ce croisement de regards permet également de relativiser les enjeux et les pratiques par rapport à la protection de la rivière. Le groupe est stable, il a juste connu des modifications suite aux élections municipales de 2014. Le groupe est restreint, ce sont souvent les mêmes, 4-5 personnes investies d'un intérêt commun pour la protection du bassin et pour la qualité de l'eau. Le PNR anime la démarche et oblige le groupe à se poser des questions. Les décisions sont prises collectivement, en cas de désaccord c'est le PNR qui

arbitre de manière transparente. Les échanges sont nombreux, les discussions franches, il y a beaucoup moins de sujets conflictuels qu'au début, pour trois raisons essentielles :

- initialement, il fallait prendre conscience que certaines choses n'allaient pas et il y avait un besoin de se remettre en cause, pas facile,
- les plus réticents ont vu les résultats,
- les agriculteurs sont de plus en plus sensibilisés aux questions environnementales via les politiques européens.

Avec le temps, les participants ont appris à se connaître, ont pris connaissance des activités de chacun, et des enjeux propres à chaque activité, un climat de respect et d'écoute a été instauré depuis le début. Cependant, aujourd'hui, elle note une démobilisation des acteurs, qu'elle rattache à une lassitude, un désintérêt progressif.

Si le PNR communique via son journal et que les communes relaient les informations, elle observe que la démarche est peu connue par les autres agriculteurs, par manque de communication du PNR mais aussi par manque de temps et d'envie des agriculteurs de s'engager.

Les politiques d'amélioration de la qualité de l'eau doivent se poursuivre. Il faut continuer à sensibiliser, continuer à produire des effets, montrer les effets positifs de ce dialogue territorial, sans pour autant ajouter trop de contraintes aux agriculteurs qui sont déjà soumis à des réglementations européennes et nationales.

**Jean-Noël Le Vaillant**

***Ostréiculteur à Surzur en préretraite en cours de succession***

**06 37 41 55 99**

***Entretien du 22 juin 2018***

Jean-Noël Le Vaillant a quitté le CTBV en 2010/2011 afin de développer son activité. Il y était entré par curiosité, et note qu'au début il y avait peu de participants. Le sujet a été pris en compte doucement et progressivement par les ostréiculteurs notamment, parce que le problème de la qualité de l'eau et de l'impact sur la production a persisté. Impliqué historiquement dans le SIAGM, il s'est impliqué dans le CTBV

principalement pour relayer les informations auprès de ces collègues ostréiculteurs professionnels. Si les sujets traités lors des réunions du CTBV correspondaient bien à ses activités, interrogations et problèmes quotidiens, en permettant des échanges et débats constructifs, il se souvient de la difficulté d'y consacrer du temps du fait de son activité professionnelle et d'une certaine démotivation avec le temps due à la faible participation des acteurs du territoire, malgré l'animation active du PNR.

Aujourd'hui qu'il n'est plus dans les commissions, il soulève qu'il n'a plus d'informations sur les actions engagées et leurs effets.

Selon lui, il faut continuer les efforts pour garantir une eau de qualité et souligne trois points de vigilance :

- l'essor de nouvelles habitations, nouvelles STEP, nouvelles pollutions urbains,
- l'importance donnée au tourisme sur les autres activités du territoire,
- la création de fermes de plus en plus grandes.

**Etienne DERVIEUX**  
**Association Eaux et Rivières**  
**06 98 55 85 95**  
**[etienne.dervieux@wanadoo.fr](mailto:etienne.dervieux@wanadoo.fr)**  
**Entretien du 6 août 2018**

Etienne Dervieux siège au SAGE Vilaine et au sein du PNR où il représente Eaux et Rivières dans le Conseil des Associations. E&R suit le Parc depuis ses tout débuts et quand la gouvernance du contrat de la rivière Pénerf s'est mise en place, l'association s'est présentée car c'est un lieu important pour la préservation de l'environnement. On peut y rencontrer les 29 communes de 3 EPCI, et beaucoup d'élus. Les objectifs de ces élus sont avant tout socioéconomiques et se déclinent sur un temps court – 5 ans- alors que les questions environnementales doivent aussi être prises en compte et sur un pas de temps plus long -15 à 20 ans... la protection de la qualité de l'eau nécessite qu'on signale cette différence de pas de temps, et qu'on fasse entendre cette priorité aux élus.

Le PNR s'est créé pour développer le patrimoine économique et touristique du territoire : ces objectifs ne sont pas compatibles avec les objectifs écologiques ! Plus il y a de développement plus il y a de monde – résidents et touristes – et plus il faut de structures de traitement des eaux usées... qui seront payées par les contribuables des communes. L'été nous constatons que l'afflux de touristes dans la région a un effet déplorable sur la qualité des eaux et que cela se retrouve dans la rivière de Pénerf au niveau des stations d'épuration et des systèmes lagunaires : il y a encore beaucoup à faire !

Le PNR s'occupe de référencer les initiatives et d'animer le territoire mais ne se préoccupe des objectifs écologiques de long terme : les externalités négatives induites par l'accroissement des activités pour le grand public ne sont pas encore traitées de manière satisfaisante. Par exemple, un parc d'attraction vient de se créer à Surzur ; la création d'un étang est prévue ce qui va à l'encontre des préconisations du SAGE... il se déversera sur deux bassins versants, dont la Pénerf. Pourtant, le PNR doit respecter les dispositions du SAGE mais il fait passer l'intérêt économique de court terme avant l'intérêt écologique.

Cet exemple illustre les problèmes de fonctionnement de la gouvernance du contrat territorial de la rivière Pénerf : il aurait fallu que ce projet soit discuté au sein du Conseil des Associations pour que d'autres priorités puissent être prises en compte. Il a été présenté, mais le PNR nous cantonne à un rôle où nous sommes là pour aider les projets pas pour les remettre en cause... et nous n'avons qu'un rôle consultatif. Etienne Dervieux a mal vécu cette situation. Pour lui, il faudrait revoir le rôle du Conseil des Associations qui compte 40 associations réparties en 4 collèges. Le Collège environnemental ne doit pas se contenter d'accompagner les projets ; il pourrait avoir un rôle de surveillance des pollutions diffuses, devrait participer plus à l'observation des pollutions et de leurs origines, recevoir et examiner les comptes-rendus des analyses qui sont faites sur les deux SAGE et les croiser avec les moyennes nationales. En termes d'organisation, cela permettrait que les projets soient soumis à deux analyses - analyse des externalités positives et négatives - et pas seulement examinés au regard de leurs effets sur la croissance. En termes de dialogue, un Collège environnemental renforcé pourrait demander aux agriculteurs de moins polluer et travailler plus étroitement avec les EPCI et les communes.

La composition du Conseil des Associations est plutôt satisfaisante. Il y a 360 associations sur le territoire. Le PNR a choisi de n'en prendre que 10 %, mais ce sont les plus grandes et les plus importantes elles couvrent les 4 secteurs (Collèges). 12 associations participent au Collège environnement. Il y a assez d'associations représentées, plus ce serait difficile à gérer sauf à permettre aux autres associations de venir au cas par cas. Plus on a de diversité plus on arrive à l'équilibre.

Les simples citoyens n'ont pas forcément leur place dans la gouvernance du contrat territorial ; ils doivent en tous cas, être informés et sensibilisés mais pas donner leur avis, car ils ne sont pas de taille à rivaliser avec les experts.

Dans ces instances chacun peut défendre son point de vue et être entendu... mais pas forcément écouté ! Si dans ces espaces on peut parler, ce que l'on dit n'est que rarement appliqué puisque le Conseil des associations n'a pas de rôle de décision. Ceci dit les échanges réguliers font qu'on se comprend mieux les uns les autres, c'est lié à l'importante « biodiversité des associations » : le Conseil a plus un rôle culturel que de direction.

Le contrat territorial a eu des effets positifs, notamment dans le dialogue avec les agriculteurs / ostréiculteurs sur l'argument : « nos truites protègent vos huîtres », mais on est loin d'avoir fait tout le travail. Il reste de multiples sujets d'inquiétude. Il faut maintenir la vigilance et intégrer plus le prisme environnemental dans les projets.

Ce qui nous intéresse avant tout, c'est le bassin versant, or la GEMAPI a découpé des bassins versants : c'est une approche artificielle. Le PNR se trouve à cheval sur 3 EPCI. Chacun d'entre eux va donc devoir trouver des solutions techniques ou déléguer. Il faudra une coordination ! C'est une source d'inquiétude